STATUTES OF CANADA 2014

LOIS DU CANADA (2014)

CHAPTER 14

CHAPITRE 14

An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Honduras, the Agreement on Environmental Cooperation between Canada and the Republic of Honduras and the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Honduras

Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Honduras, de l'Accord de coopération dans le domaine de l'environnement entre le Canada et la République du Honduras et de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Honduras

ASSENTED TO

SANCTIONNÉE

19th JUNE, 2014

LE 19 JUIN 2014 PROJET DE LOI C-20

BILL C-20

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Honduras, the Agreement on Environmental Cooperation between Canada and the Republic of Honduras and the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Honduras".

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Honduras, de l'Accord de coopération dans le domaine de l'environnement entre le Canada et la République du Honduras et de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Honduras ».

SUMMARY

This enactment implements the Free Trade Agreement and the related agreements on environmental and labour cooperation entered into between Canada and the Republic of Honduras and done at Ottawa on November 5, 2013

The general provisions of the enactment specify that no recourse may be taken on the basis of the provisions of Part 1 of the enactment or any order made under that Part, or the provisions of the Free Trade Agreement or the related agreements themselves, without the consent of the Attorney General of Canada.

Part 1 of the enactment approves the Free Trade Agreement and the related agreements and provides for the payment by Canada of its share of the expenditures associated with the operation of the institutional aspects of the agreements and the power of the Governor in Council to make orders for carrying out the provisions of the enactment.

Part 2 of the enactment amends existing laws in order to bring them into conformity with Canada's obligations under the Free Trade Agreement and the related agreement on labour cooperation entered into between Canada and the Republic of Honduras.

Part 3 of the enactment contains coordinating amendments and the coming into force provision.

SOMMAIRE

Le texte met en oeuvre l'accord de libre-échange et les accords connexes sur la coopération dans les domaines de l'environnement et du travail conclus entre le Canada et la République du Honduras et faits à Ottawa le 5 novembre 2013.

Les dispositions générales du texte prévoient qu'aucun recours ne peut, sans le consentement du procureur général du Canada, être exercé sur le fondement des dispositions de la partie 1 ou des décrets d'application de celle-ci, non plus que sur le fondement des dispositions des accords eux-mêmes.

La partie 1 approuve les accords et prévoit le paiement par le Canada de sa part des frais liés à la mise en place du soutien institutionnel et administratif nécessaire. Elle confère au gouverneur en conseil le pouvoir de prendre des décrets en vue de l'exécution des dispositions du texte.

La partie 2 modifie certaines lois afin de donner suite aux obligations prévues par l'accord de libre-échange et l'accord connexe de coopération dans le domaine du travail conclus entre le Canada et la République du Honduras.

La partie 3 comprend des dispositions de coordination et la disposition d'entrée en vigueur.

TABLE OF PROVISIONS

TABLE ANALYTIQUE

AN ACT TO IMPLEMENT THE FREE TRADE AGREEMENT BETWEEN CANADA AND THE REPUBLIC OF HONDURAS, THE AGREEMENT ON ENVIRONMENTAL COOPERATION BETWEEN CANADA AND THE REPUBLIC OF HONDURAS AND THE AGREEMENT ON LABOUR COOPERATION BETWEEN CANADA AND THE REPUBLIC OF HONDURAS

LOI PORTANT MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, DE L'ACCORD DE COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT ENTRE LE CANADA ET LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS ET DE L'ACCORD DE COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL ENTRE LE CANADA ET LA RÉPUBLIQUE DU **HONDURAS**

SHORT TITLE 1. Canada-Honduras Economic Growth and Prosperity Act

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur la croissance économique et la prospérité — Canada-Honduras

INTERPRETATION

- 2. Definitions
- 3. Interpretation consistent with agreements
- 4. Non-application of Act or Agreement to water
- 5. Construction

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

- 2. Définitions
- 3. Interprétation compatible
- 4. Non-application de la présente loi et de l'Accord aux eaux
- 5. Interprétation

HER MAJESTY

6. Binding on Her Majesty

SA MAJESTÉ

6. Obligation de Sa Majesté

PURPOSE

7. Purpose

OBJET

Objet

7.

CAUSES OF ACTION

8. Causes of action under Part 1

DROIT DE POURSUITE

8. Droits et obligations fondés sur la partie 1

PART 1

IMPLEMENTATION OF THE AGREEMENT AND THE RELATED AGREEMENTS

APPROVAL

9. Agreements approved

PARTIE 1

MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD ET DES ACCORDS CONNEXES

APPROBATION

9. Approbation

ADMINISTRATIVE AND INSTITUTIONAL PROVISIONS

- 10. Canadian representative on Commission
- Payment of expenditures 11.

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET ADMINISTRATIVES

- Représentation canadienne à la Commission 10.
- Paiement des frais 11.

PANEL	S, COMMITTEES, SUBCOMMITTEES, WORKING GROUPS AND EXPERT GROUPS	GRO	DUPES SPÉCIAUX, COMITÉS, SOUS-COMITÉS, GROUPES DE TRAVAIL ET GROUPES D'EXPERTS
12.	Powers of Minister	12.	Pouvoirs du ministre
13.	Administrative support	13.	Soutien administratif
14.	Payment of costs	14.	Paiement des frais
	ORDERS		DÉCRETS
15.	Orders re Article 21.18 of Agreement	15.	Décret: article 21.18 de l'Accord
	PART 2		PARTIE 2
	RELATED AMENDMENTS		MODIFICATIONS CONNEXES
16.	Crown Liability and Proceedings Act	16.	Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif
17–19.	Export and Import Permits Act	17-19.	Loi sur les licences d'exportation et d'importation
20.	Financial Administration Act	20.	Loi sur la gestion des finances publiques
21–22.	Importation of Intoxicating Liquors Act	21-22.	Loi sur l'importation des boissons enivrantes
23–29.	Customs Act	23-29.	Loi sur les douanes
30.	Commercial Arbitration Act	30.	Loi sur l'arbitrage commercial
31–38.	Canadian International Trade Tribunal Act	31-38.	Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur
39–48.	Customs Tariff	39-48.	Tarif des douanes
49–50.	Department of Human Resources and Skills Develop- ment Act	49-50.	Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences
	PART 3		PARTIE 3
CO	ORDINATING AMENDMENTS AND COMING INTO FORCE	DI	SPOSITIONS DE COORDINATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR
	COORDINATING AMENDMENTS		DISPOSITIONS DE COORDINATION
51.	Bill C-4	51.	Projet de loi C-4
52.	SOR/2013-163	52.	DORS/2013-163
	COMING INTO FORCE		Entrée en vigueur
53.	Order in council	53.	Décret
SCHE	DULE 1	ANNE	XE 1
SCHE	DULE 2	ANNE	XE 2

62-63 ELIZABETH II

62-63 ELIZABETH II

CHAPTER 14

CHAPITRE 14

Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-

An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Honduras, the Agreement on Environmental Cooperation between Canada and the Republic of Honduras and the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Honduras

échange entre le Canada et la République du Honduras, de l'Accord de coopération dans le domaine de l'environnement entre le Canada et la République du Honduras et de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Honduras

[Assented to 19th June, 2014]

[Sanctionnée le 19 juin 2014]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

1. This Act may be cited as the Canada-Honduras Economic Growth and Prosperity Act.

1. Loi sur la croissance économique et la prospérité — Canada-Honduras.

INTERPRETATION

Definitions

Short title

2. The following definitions apply in this

Définitions

"Agreement" «Accord»

"Agreement" means the Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013.

« Accord » "Agreement

agreement"

Titre abrégé

"Commission" « Commission »

"Commission" means the Free Trade Commission established under Article 21.1 of the Agreement.

« accord connexe» "related

"federal law" « texte législatif fédéral »

"federal law" means the whole or any portion of an Act of Parliament or a regulation, order or other instrument issued, made or established in the exercise of a power conferred by or under an Act of Parliament.

b) l'Accord de coopération dans le domaine

"Minister" « ministre » "Minister" means the Minister for International Trade.

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« Accord » L'Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013.

« accord connexe » L'un ou l'autre des accords suivants:

- a) l'Accord de coopération dans le domaine de l'environnement entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013;
- du travail entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013.

"related agreement" «accord connexe»

2

"related agreement" means

- (a) the Agreement on Environmental Cooperation between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013; or
- (b) the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013.

Interpretation consistent with agreements

3. For greater certainty, this Act and any federal law that implements a provision of the Agreement or a related agreement or fulfils an obligation of the Government of Canada under the Agreement or a related agreement is to be interpreted in a manner consistent with the Agreement or related agreement, as the case may be.

Non-application of Act or Agreement to water **4.** For greater certainty, nothing in this Act or the Agreement applies to natural surface or ground water in liquid, gaseous or solid state.

Construction

5. For greater certainty, nothing in this Act, by specific mention or omission, is to be construed to affect in any manner the right of Parliament to enact legislation to implement any provision of the Agreement or a related agreement or fulfil any of the obligations of the Government of Canada under the Agreement or a related agreement.

HER MAJESTY

Binding on Her Majesty **6.** This Act is binding on Her Majesty in right of Canada.

PURPOSE

Purpose

- 7. The purpose of this Act is to implement the Agreement and the related agreements, the objectives of which, as elaborated more specifically through their provisions, are to
 - (a) establish a free trade area in accordance with the Agreement;

« Commission » La commission du libreéchange établie aux termes de l'article 21.1 de l'Accord.

«ministre» Le ministre du Commerce international.

« texte législatif fédéral » Tout ou partie d'une loi fédérale ou d'un règlement, décret ou autre texte pris dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale.

- 3. Il est entendu que la présente loi et tout texte législatif fédéral qui met en oeuvre une disposition de l'Accord ou d'un accord connexe ou vise à permettre au gouvernement du Canada d'exécuter une obligation contractée par lui aux termes de l'un ou l'autre de ces accords s'interprètent d'une manière compatible avec l'Accord ou l'accord connexe, selon le cas.
- **4.** Il est entendu que ni la présente loi ni l'Accord ne s'appliquent aux eaux de surface ou souterraines naturelles, à l'état liquide, gazeux ou solide.
- 5. Il est entendu qu'aucune disposition de la présente loi ne s'interprète, ni par ses mentions expresses ni par ses omissions, de sorte à porter atteinte au pouvoir du Parlement d'adopter les lois nécessaires à la mise en oeuvre de toute disposition de l'Accord ou d'un accord connexe ou à l'exécution des obligations contractées par le gouvernement du Canada aux termes de ces accords.

SA MAJESTÉ

6. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada.

Majesté

OBJET

- 7. La présente loi a pour objet la mise en oeuvre de l'Accord et des accords connexes, dont les objectifs—définis de façon plus précise dans leurs dispositions—sont les suivants:
 - *a*) établir une zone de libre-échange conformément à l'Accord;
 - b) favoriser, par l'accroissement des échanges commerciaux réciproques, le développement harmonieux des relations économiques

« Commission » "Commission"

« ministre » "Minister"

« texte législatif fédéral » "federal law"

Interprétation compatible

Non-application de la présente loi et de l'Accord aux eaux

Interprétation

Objet

Obligation de Sa

3

- (b) promote, through the expansion of reciprocal trade, the harmonious development of the economic relations between Canada and the Republic of Honduras in order to create opportunities for economic development;
- (c) promote conditions of fair competition affecting trade between Canada and the Republic of Honduras;
- (d) substantially increase investment opportunities in Canada and the Republic of Honduras:
- (e) eliminate barriers to trade in goods and services in order to contribute to the harmonious development and expansion of world and regional trade;
- (f) enhance and enforce environmental laws and regulations and strengthen cooperation between Canada and the Republic of Honduras on environmental matters;
- (g) protect, enhance and enforce basic workers' rights, strengthen cooperation and build on the respective international commitments of Canada and the Republic of Honduras on labour matters; and
- (h) promote sustainable development.

CAUSES OF ACTION

Causes of action under Part 1

8. (1) No person has any cause of action and no proceedings of any kind are to be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of Part 1 or an order made under that Part.

Causes of action under the Agreement or a related agreement (2) Subject to Section C of Chapter 10 of the Agreement and Annex 3 of the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013, no person has any cause of action and no proceedings of any kind are to be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of the Agreement or the related agreement.

- entre le Canada et la République du Honduras et ainsi créer des possibilités de développement économique;
- c) promouvoir des conditions de concurrence loyale dans les échanges commerciaux entre le Canada et la République du Honduras;
- d) augmenter substantiellement les possibilités d'investissement au Canada et dans la République du Honduras;
- e) éliminer les obstacles au commerce des produits et services afin de contribuer au développement et à l'essor harmonieux du commerce mondial et régional;
- f) renforcer et appliquer les lois et règlements en matière d'environnement et renforcer la coopération entre le Canada et la République du Honduras en matière d'environnement;
- g) protéger, renforcer et faire respecter les droits fondamentaux des travailleurs, renforcer la coopération dans le domaine du travail et mettre à profit les engagements internationaux respectifs du Canada et de la République du Honduras dans le domaine du travail:
- h) promouvoir le développement durable.

DROIT DE POURSUITE

8. (1) Le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations fondés uniquement sur la partie 1 ou sur les décrets d'application de celle-ci, ne peut s'exercer qu'avec le consentement du procureur général du Canada.

Droits et obligations fondés sur la partie 1

(2) Sous réserve de la section C du chapitre 10 de l'Accord et de l'annexe 3 de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013, le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations fondés uniquement sur l'Accord ou l'accord connexe, ne peut s'exercer qu'avec le consentement du procureur général du Canada.

Droits et obligations fondés sur l'Accord ou l'accord connexe

PART 1

IMPLEMENTATION OF THE AGREEMENT AND THE RELATED AGREEMENTS

APPROVAL

Agreements approved

9. The Agreement and the related agreements are approved.

ADMINISTRATIVE AND INSTITUTIONAL PROVISIONS

Canadian representative on Commission

10. The Minister is the principal representative of Canada on the Commission.

Payment of expenditures

11. The Government of Canada is to pay its appropriate share of the aggregate of any expenditures incurred by or on behalf of the Commission.

PANELS, COMMITTEES, SUBCOMMITTEES, WORKING GROUPS AND EXPERT GROUPS

Powers of Minister

- 12. (1) The Minister may
- (a) appoint representatives of Canada to any committee, subcommittee or working group referred to in paragraph 7 of Article 21.1 of the Agreement;
- (b) appoint a panel member in accordance with paragraph 2 of Article 21.11 of the Agreement; and
- (c) propose candidates to serve as the chair of a panel, or select the chair, in accordance with that Article 21.11.

Powers of Minister of the Environment

- (2) The Minister of the Environment may
- (a) appoint representatives of Canada to the committee referred to in Article 13 of the Agreement on Environmental Cooperation between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013;
- (b) appoint a panellist in accordance with paragraph 11 of Annex I to that Agreement; and
- (c) propose candidates to serve as the chair of a panel, or select the chair, in accordance with that paragraph.

PARTIE 1

MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD ET DES ACCORDS CONNEXES

APPROBATION

9. L'Accord et les accords connexes sont approuvés.

Approbation

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET ADMINISTRATIVES

10. Le ministre est le principal représentant du Canada au sein de la Commission.

Représentation canadienne à la Commission

11. Le gouvernement du Canada paie sa quote-part du total des frais supportés par la Commission ou en son nom.

Paiement des

GROUPES SPÉCIAUX, COMITÉS, SOUS-COMITÉS, GROUPES DE TRAVAIL ET GROUPES D'EXPERTS

D'EXPERTS

12. (1) Le ministre peut prendre les mesures

suivantes:

Pouvoirs du ministre

- *a*) nommer les représentants du Canada aux comités, sous-comités ou groupes de travail visés au paragraphe 7 de l'article 21.1 de l'Accord;
- b) nommer un membre par groupe spécial conformément au paragraphe 2 de l'article 21.11 de l'Accord;
- c) désigner le président d'un groupe spécial ou proposer des candidats à cette fonction, conformément à cet article 21.11.
- (2) Le ministre de l'Environnement peut prendre les mesures suivantes :

Pouvoirs du ministre de l'Environnement

- *a*) nommer les représentants du Canada au comité visé à l'article 13 de l'Accord de coopération dans le domaine de l'environnement entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013;
- b) nommer un membre par groupe spécial conformément au paragraphe 11 de l'annexe I de cet accord;
- c) désigner le président d'un groupe spécial ou proposer des candidats à cette fonction, conformément à ce paragraphe.

Powers of the Minister of Labour

- (3) The Minister of Labour may
- (a) appoint representatives of Canada to any committee, working group or expert group referred to in paragraph 2 of Article 7 of the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013;
- (b) appoint a panellist in accordance with paragraph 4 of Annex 2 to that Agreement; and
- (c) propose candidates to serve as the chairperson of a panel, or select the chairperson, in accordance with that paragraph.

Administrative support

13. The Minister is to designate an agency, division or branch of the Government of Canada to facilitate the operation of Chapter 21 of the Agreement and to provide administrative assistance to panels established under that Chapter.

Payment of costs

- **14.** The Government of Canada is to pay the costs of or its appropriate share of the costs of
 - (a) the remuneration and expenses payable to members of panels, committees, subcommittees, working groups and expert groups, to independent experts and to the assistants of panel members; and
 - (b) the general expenses incurred by panels, committees, subcommittees, working groups and expert groups.

ORDERS

Orders re Article 21.18 of Agreement

- **15.** (1) The Governor in Council may, for the purpose of suspending benefits in accordance with Article 21.18 of the Agreement, by order, do any one or more of the following:
 - (a) suspend rights or privileges granted by Canada to the Republic of Honduras or to goods of the Republic of Honduras under the Agreement or any federal law;
 - (b) modify or suspend the application of any federal law, with respect to the Republic of Honduras or to goods of the Republic of Honduras;
 - (c) extend the application of any federal law to the Republic of Honduras or to goods of the Republic of Honduras; and

(3) Le ministre du Travail peut prendre les mesures suivantes:

Pouvoirs du ministre du Travail

- a) nommer les représentants du Canada aux comités, groupes de travail ou groupes d'experts visés au paragraphe 2 de l'article 7 de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013;
- b) nommer un membre par groupe spécial conformément au paragraphe 4 de l'annexe 2 de cet accord;
- c) désigner le président d'un groupe spécial ou proposer des candidats à cette fonction, conformément à ce paragraphe.
- 13. Le ministre désigne un organisme ou un service de l'administration fédérale pour faciliter la mise en oeuvre du chapitre 21 de l'Accord et assurer le soutien administratif des groupes spéciaux constitués en vertu de ce chapitre.

14. Le gouvernement du Canada paie la totalité — ou sa quote-part — des frais suivants :

Paiement des frais

Soutien

administratif

- a) la rémunération et les indemnités des membres des groupes spéciaux, comités, sous-comités, groupes de travail et groupes d'experts, des experts indépendants et des assistants des groupes spéciaux;
- b) les frais généraux supportés par les groupes spéciaux, comités, sous-comités, groupes de travail et groupes d'experts.

DÉCRETS

- **15.** (1) Le gouverneur en conseil peut par décret, en vue de suspendre des avantages conformément à l'article 21.18 de l'Accord, prendre les mesures suivantes :
 - a) suspendre les droits ou privilèges que le Canada a accordés à la République du Honduras ou à des marchandises de celle-ci en vertu de l'Accord ou d'un texte législatif fédéral;
 - b) modifier ou suspendre l'application d'un texte législatif fédéral à la République du Honduras ou à des marchandises de celle-ci;
 - c) étendre l'application d'un texte législatif fédéral à la République du Honduras ou à des marchandises de celle-ci;

Décret : article 21.18 de l'Accord (d) take any other measure that the Governor in Council considers necessary.

Period of order

C. 14

(2) Unless repealed, an order made under subsection (1) has effect for the period specified in the order.

- d) prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire.
- (2) Le décret s'applique, sauf abrogation, pendant la période qui y est spécifiée.

Durée d'application

PART 2

RELATED AMENDMENTS

R.S., c. C-50; 1990, c. 8, s. 21 CROWN LIABILITY AND PROCEEDINGS ACT

16. Part 2 of the Schedule to the *Crown Liability and Proceedings Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

The Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013, as amended from time to time in accordance with Article 22 of that Agreement.

R.S., c. E-19

EXPORT AND IMPORT PERMITS ACT

17. (1) Subsection 2(1) of the Export and Import Permits Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"CHFTA" «*ALÉCH* » "CHFTA" has the same meaning as "Agreement" in section 2 of the Canada–Honduras Economic Growth and Prosperity Act;

"Honduras" «*Honduras*» "Honduras" has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Customs Tariff*;

2001, c. 28, s. 47(2) (2) Subsection 2(2) of the Act is replaced by the following:

Goods imported from a NAFTA country, Chile, Costa Rica or Honduras (2) For the purposes of this Act, goods are imported from a NAFTA country, from Chile, from Costa Rica or from Honduras if they are shipped directly to Canada from the NAFTA country, from Chile, from Costa Rica or from Honduras, as the case may be, within the meaning of sections 17 and 18 of the *Customs Tariff*.

2001, c. 28, s. 48

18. Subsections 5.2(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

PARTIE 2

MODIFICATIONS CONNEXES

LOI SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ÉTAT ET LE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

L.R., ch. C-50; 1990, ch. 8, art. 21

16. La partie 2 de l'annexe de la Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit:

L'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013, avec ses modifications éventuelles apportées en conformité avec son article 22.

LOI SUR LES LICENCES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION

L.R., ch. E-19

17. (1) Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit:

«ALÉCH» S'entend de l'Accord au sens de l'article 2 de la *Loi sur la croissance économique et la prospérité*—Canada-Honduras.

« ALÉCH » "*CHFTA*"

«Honduras» S'entend au sens du paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes*.

« Honduras » "Honduras"

(2) Le paragraphe 2(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2001, ch. 28, par. 47(2)

(2) Pour l'application de la présente loi, sont des marchandises importées d'un pays ALÉNA, du Chili, du Costa Rica ou du Honduras les marchandises transportées directement au Canada de ce pays ALÉNA, du Chili, du Costa Rica ou du Honduras, selon le cas, conformément aux articles 17 et 18 du *Tarif des douanes*.

Marchandises importées d'un pays ALÉNA, du Chili, du Costa Rica ou du Honduras

18. Les paragraphes 5.2(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit:

2001, ch. 28, art. 48 Addition to Export Control List or Import Control List

5.2 (1) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council that it is advisable to collect information with respect to the exportation or importation of any goods in respect of which a specified quantity is eligible each year for the rate of duty provided for in the Schedules to Annex 302.2 of NAFTA in accordance with Appendix 6 of Annex 300-B of NAFTA, for the rate of duty provided for in the Schedules to Annex C-02.2 of CCFTA in accordance with Appendix 5.1 of Annex C-00-B of CCFTA, for the rate of duty provided for in the Schedule to Annex III.3.1 of CCRFTA in accordance with Appendix III.1.6.1 of Annex III.1 of CCRFTA or for the rate of duty provided for in the Schedules to Annex 3.4.1 of CHFTA in accordance with Annex 3.1 of CHFTA, as the case may be, the Governor in Council may, by order and without reference to that quantity, include those goods on the Export Control List or the Import Control List, or on both, in order to facilitate the collection of that information.

Addition to Import Control List (2) If at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council that, for the purposes of implementing NAFTA, CCFTA, CCRFTA or CHFTA it is advisable to collect information with respect to the importation into Canada of any goods listed in Appendix 1.1 of Annex 300-B of NAFTA, in Appendix 1.1 of Annex C-00-B of CCFTA or in Appendix III.1.1 of Annex III.1 of CCRFTA or referred to in section 1 of Annex 3.1 of CHFTA, as the case may be, the Governor in Council may, by order, include those goods on the Import Control List in order to facilitate the collection of that information.

2001, c. 28, s. 50

19. (1) The portion of section 9.1 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Minister may issue certificate

9.1 The Minister may, for the purpose of implementing an intergovernmental arrangement with a NAFTA country respecting the administration of Appendix 6 to Annex 300-B of NAFTA, with Chile respecting the administration of Appendix 5.1 to Annex C-00-B of CCFTA, with Costa Rica respecting the administration of Appendix III.1.6.1 to Annex III.1 of CCRFTA or with Honduras respecting the

5.2 (1) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable d'obtenir des renseignements sur l'exportation ou l'importation de marchandises dont une quantité spécifiée est susceptible chaque année de bénéficier soit du taux de droits prévu par les listes de l'annexe 302.2 de l'ALÉNA conformément à l'appendice 6 de l'annexe 300-B de celui-ci, soit du taux de droits prévu aux listes de l'annexe C-02.2 de l'ALÉCC conformément à l'appendice 5.1 de l'annexe C-00-B de celui-ci, soit du taux de droits prévu aux listes de l'annexe III.3.1 de l'ALÉCCR conformément à l'appendice III.1.6.1 de l'annexe III.1 de celui-ci, soit du taux de droits prévu aux listes de l'annexe 3.4.1 de l'ALÉCH conformément à l'annexe 3.1 de celui-ci, le gouverneur en conseil peut, par décret et sans mention de la quantité, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'exportation contrôlée et sur celle des marchandises d'importation contrôlée, ou sur l'une de ces listes, pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

(2) Lorsqu'il est convaincu qu'il est souhaitable, pour la mise en oeuvre de l'ALÉNA, de l'ALÉCC, de l'ALÉCCR ou de l'ALÉCH, d'obtenir des renseignements sur l'importation de marchandises énumérées à l'appendice 1.1 de l'annexe 300-B de l'ALÉNA, à l'appendice 1.1 de l'annexe C-00-B de l'ALÉCC, à l'appendice III.1.1.1 de l'annexe III.1 de l'ALÉCCR ou à la section 1 de l'annexe 3.1 de l'ALÉCH, selon le cas, le gouverneur en conseil peut, par décret, porter ces marchandises sur la liste des marchandises d'importation contrôlée pour que soit facilitée la collecte de ces renseignements.

19. (1) Le passage de l'article 9.1 de la même loi précédant l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

9.1 Le ministre peut, pour la mise en oeuvre de tout accord intergouvernemental soit avec un pays ALÉNA concernant l'application de l'appendice 6 de l'annexe 300-B de l'ALÉNA, soit avec le Chili concernant l'application de l'appendice 5.1 de l'annexe C-00-B de l'ALÉCC, soit avec le Costa Rica concernant l'application de l'appendice III.1.6.1 de l'annexe III.1 de l'ALÉCCR, soit avec le Honduras

Adjonction aux listes des marchandises d'importation ou d'exportation contrôlée

ch. 14

Adjonction à la liste des marchandises d'importation contrôlée

2001, ch. 28, art. 50

Délivrance de certificats administration of section 5 of Annex 3.1 of CHFTA, issue a certificate with respect to an exportation of goods to the NAFTA country, to Chile, to Costa Rica or to Honduras, as the case may be, stating the specific quantity of those goods that

- (2) Section 9.1 of the Act is amended by striking out "and" at the end of paragraph (b), by adding "and" at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):
 - (d) in the case of an exportation of goods to Honduras, on importation into Honduras is eligible for the rate of duty provided for in the Schedules to Annex 3.4.1 of CHFTA in accordance with section 5 of Annex 3.1 of CHFTA.

R.S., c. F-11 FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

20. Schedule VII to the *Financial Administration Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013.

R.S., c. 1-3 IMPORTATION OF INTOXICATING LIQUORS ACT

21. Section 2 of the *Importation of Intoxicating Liquors Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

"Honduras" « Honduras »

"Honduras" has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Customs Tariff*;

22. The schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to "Honduras" in column 1 and a corresponding reference to "Honduras Tariff in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the *Customs Tariff*" in column 2.

concernant l'application de la section 5 de l'annexe 3.1 de l'ALÉCH, délivrer, pour l'exportation de marchandises vers le pays en cause, un certificat énonçant la quantité précise des marchandises dont le transport est visé par le certificat et qui est susceptible, au moment de son importation dans ce pays, de bénéficier:

(2) L'article 9.1 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit:

d) dans le cas de marchandises à exporter vers le Honduras, du taux de droits prévu par les listes de l'annexe 3.4.1 de l'ALÉCH conformément à la section 5 de l'annexe 3.1 de l'ALÉCH.

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

L.R., ch. F-11

20. L'annexe VII de la *Loi sur la gestion* des finances publiques est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013.

LOI SUR L'IMPORTATION DES BOISSONS ENIVRANTES

L.R., ch. I-3

21. L'article 2 de la *Loi sur l'importation* des boissons enivrantes est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit:

«Honduras» S'entend au sens du paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes*.

« Honduras » "Honduras"

22. L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne 1, selon l'ordre alphabétique, de «Honduras» et de «Tarif du Honduras de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe du *Tarif des douanes*», dans la colonne 2, en regard de ce pays.

R.S., c. 1 (2nd Supp.)

CUSTOMS ACT

LOI SUR LES DOUANES

L.R., ch. 1 (2e suppl.) 9

23. Subsection 2(1) of the Customs Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"CHFTA" «ALÉCH» "CHFTA" has the same meaning as "Agreement" in section 2 of the Canada-Honduras Economic Growth and Prosperity Act;

"Honduras" « Honduras » "Honduras" has the same meaning as in subsection 2(1) of the Customs Tariff;

2001, c. 28, s. 27

24. Subsections 42.3(1) to (4) of the Act are replaced by the following:

Definition of "customs administration"

42.3 (1) In this section, "customs administration" has the meaning assigned to that expression by Article 514 of NAFTA, Article E-14 of CCFTA, Article V.14 of CCRFTA or Article 5.1 of CHFTA, as the case may be.

Effective date of redetermination or further redetermination of origin of goods

- (2) Subject to subsection (4), a redetermination or further redetermination of origin does not take effect until notice of it is given to the importer of the goods and any person who completed and signed a Certificate of Origin for the goods if the result of the redetermination or further redetermination of origin made under subsection 59(1) in respect of goods for which preferential tariff treatment under NAFTA, CCFTA, CCRFTA or CHFTA is claimed and that are the subject of a verification of origin under this Act is that
 - (a) the goods are not eligible for that preferential tariff treatment on the basis of the tariff classification or value of one or more materials used in their production; and
 - (b) that tariff classification or value differs from the tariff classification or value applied to those materials by the NAFTA country from which the goods were exported, from Chile, from Costa Rica or from Honduras, as the case may be.

Limitation

(3) A redetermination or further redetermination of origin referred to in subsection (2) shall not be applied to goods imported before the date on which the notice was given if the customs administration of the NAFTA country from

23. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les* douanes est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« ALÉCH » S'entend de l'Accord au sens de l'article 2 de la Loi sur la croissance économique et la prospérité—Canada-Honduras.

« ALÉCH » "CHFTA"

«Honduras» S'entend au sens du paragraphe 2(1) du Tarif des douanes.

« Honduras » "Honduras"

24. Les paragraphes 42.3(1) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit:

2001, ch. 28, art. 27

42.3 (1) Au présent article, «administration douanière» s'entend, selon le cas, au sens de l'article 514 de l'ALÉNA, à celui de l'article E-14 de l'ALÉCC, à celui de l'article V.14 de l'ALÉCCR ou à celui de l'article 5.1 de l'ALÉCH.

Définition de « administration douanière »

(2) Sous réserve du paragraphe (4), si, à la suite de la révision ou du réexamen, en application du paragraphe 59(1), de l'origine de marchandises qui font l'objet d'une demande visant l'obtention du traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉNA, de celui de l'ALÉCC, de celui de l'ALÉCCR ou de celui de l'ALÉCH et dont la vérification de l'origine est prévue par la présente loi, celles-ci ne peuvent pas bénéficier du traitement tarifaire préférentiel demandé pour le motif que le classement tarifaire ou la valeur d'une matière ou d'un matériel ou de plusieurs matières ou matériels utilisés pour la production de ces marchandises diffère du classement ou de la valeur correspondants de ces matières ou matériels dans le pays d'exportation—pays ALÉNA, Chili, Costa Rica ou Honduras—, la prise d'effet de la révision ou du réexamen est subordonnée à leur notification à l'importateur et à l'auteur de tout certificat d'origine des marchandises.

Prise d'effet de la révision ou du réexamen

(3) La révision ou le réexamen de l'origine visée au paragraphe (2) ne s'applique pas aux marchandises importées avant la date de la notification dans les cas où l'administration douanière du pays d'exportation a, avant cette date:

Réserve

which the goods were exported, of Chile, of Costa Rica or of Honduras, as the case may be, has, before that date,

- (a) given an advance ruling under Article 509 of NAFTA, Article E-09 of CCFTA, Article V.9 of CCRFTA, paragraph 1 of Article 5.10 or paragraph 11 of Article 6.2 of CHFTA as the case may be, or given another ruling referred to in paragraph 12 of Article 506 of NAFTA, paragraph 12 of Article E-06 of CCFTA, paragraph 15 of Article V.6 of CCRFTA, or paragraph 15 of Article 5.7 of CHFTA, as the case may be, on the tariff classification or value of the materials referred to in subsection (2); or
- (b) given consistent treatment with respect to the tariff classification or value of the materials referred to in subsection (2) on their importation into the NAFTA country, Chile, Costa Rica or Honduras, as the case may be.

Postponement of effective date

- (4) The date on which a redetermination or further redetermination of origin referred to in subsection (2) takes effect shall be postponed for a period not exceeding ninety days if the importer of the goods that are the subject of the redetermination or further redetermination or any person who completed and signed a Certificate of Origin for the goods establishes to the satisfaction of the Minister that the importer or the person, as the case may be, has relied in good faith, to the detriment of the importer or person, on the tariff classification or value applied to the materials referred to in that subsection by the customs administration of the NAFTA country from which the goods were exported, of Chile, Costa Rica or of Honduras, as the case may be.
- 25. Part 1 of the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to "Honduras" in column 1, a corresponding reference to "CHFTA" in column 2 and a corresponding reference to "Honduras Tariff rates of customs duty under the *Customs Tariff*" in column 3.

- a) soit rendu une décision anticipée aux termes de l'article 509 de l'ALÉNA, de l'article E-09 de l'ALÉCC, de l'article V.9 de l'ALÉCCR ou du paragraphe 1 de l'article 5.10 ou du paragraphe 11 de l'article 6.2 de l'ALÉCH, selon le cas, ou une décision visée au paragraphe 12 de l'article 506 de l'ALÉNA, au paragraphe 12 de l'article E-06 de l'ALÉCC, au paragraphe 15 de l'article V.6 de l'ALÉCCR ou au paragraphe 15 de l'article 5.7 de l'ALÉCH, selon le cas, sur le classement tarifaire ou la valeur des matières ou matériels visés au paragraphe (2);
- b) soit effectué le classement tarifaire ou la détermination de la valeur des matières ou matériels visés au paragraphe (2) de manière uniforme au moment de leur importation dans ce pays.
- (4) La date de prise d'effet de la révision ou du réexamen de l'origine visé au paragraphe (2) est reportée pour une période maximale de quatre-vingt-dix jours, si le ministre est convaincu que l'importateur des marchandises ou l'auteur de tout certificat d'origine de cellesci a démontré qu'il s'est fondé de bonne foi, à son détriment, sur le classement tarifaire ou la détermination de la valeur des matières ou matériels visés à ce paragraphe effectués par l'administration douanière du pays ALÉNA d'exportation des marchandises, du Chili, du Costa Rica ou du Honduras, selon le cas.

25. La partie 1 de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne 1, selon l'ordre alphabétique, de «Honduras» ainsi que de «ALÉCH» dans la colonne 2 et de «Taux de droits de douane du tarif du Honduras visés au *Tarif des douanes*», dans la colonne 3, en regard de ce pays.

Report de la date de prise d'effet

- 26. Part 2 of the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to "CHFTA" in column 1 and a corresponding reference to "Article 4.1" in column 2.
- 27. Part 3 of the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to "Honduras" in column 1 and a corresponding reference to "paragraph 1 of Article 5.10 or paragraph 11 of Article 6.2 of CHFTA" in column 2.
- 28. Part 4 of the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to "Honduras" in column 1 and a corresponding reference to "CHFTA" in column 2.
- 29. Part 5 of the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to "CHFTA" in column 1 and a corresponding reference to "Chapter Five" in column 2.

R.S., c. 17 (2nd Supp.)

COMMERCIAL ARBITRATION ACT

30. Schedule 2 of the Commercial Arbitration Act is amended by adding, at the end of column 1, a reference to "Articles 10.19 or 10.20" and a corresponding reference to "Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013" at the end of column 2.

R.S., c. 47 (4th Supp.)

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL ACT

31. (1) The definition "textile and apparel goods" in subsection 2(1) of the *Canadian International Trade Tribunal Act* is replaced by the following:

"textile and apparel goods" «produits textiles et vêtements» "textile and apparel goods" means the textile and apparel goods set out in Appendix 1.1 of Annex 300-B of the Agreement, in Appendix 1.1 of Annex C-00-B of the CCFTA, in Appendix III.1.1.1 of Annex III.1 of the CCRFTA or in section 1 of Annex 3.1 of the CHFTA, as the case may be;

- 26. La partie 2 de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne 1, selon l'ordre alphabétique, de «ALÉCH» ainsi que de «Article 4.1» dans la colonne 2, en regard de cet accord.
- 27. La partie 3 de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne 1, selon l'ordre alphabétique, de «Honduras» ainsi que de «paragraphe 1 de l'article 5.10 ou paragraphe 11 de l'article 6.2 de l'ALÉCH» dans la colonne 2, en regard de ce pays.
- 28. La partie 4 de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne 1, selon l'ordre alphabétique, de « Honduras » ainsi que de « ALÉCH » dans la colonne 2, en regard de ce pays.
- 29. La partie 5 de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne 1, selon l'ordre alphabétique, de «ALÉCH» ainsi que de «Chapitre cinq» dans la colonne 2, en regard de cet accord.

LOI SUR L'ARBITRAGE COMMERCIAL

L.R., ch. 17 (2^e suppl.)

30. L'annexe 2 de la *Loi sur l'arbitrage commercial* est modifiée par adjonction, à la fin de la colonne 2, de «Accord de libre-échange entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013 » ainsi que de «Articles 10.19 ou 10.20 » dans la colonne 1, en regard de cet accord.

LOI SUR LE TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

L.R., ch. 47 (4^e suppl.)

31. (1) La définition de « produits textiles et vêtements », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, est remplacée par ce qui suit :

«produits textiles et vêtements» Les produits textiles et les vêtements qui figurent, selon le cas, à l'appendice 1.1 de l'annexe 300-B de l'Accord, à l'appendice 1.1 de l'annexe C-00-B de l'ALÉCC, à l'appendice III.1.1.1 de l'annexe III.1 de l'ALÉCCR ou à la section 1 de l'annexe 3.1 de l'ALÉCH.

« produits textiles et vêtements » "textile and apparel goods" (2) Section 2 of the Act is amended by adding the following after subsection (4.3):

Definitions

- (4.4) In this Act,
- (a) "CHFTA" has the same meaning as "Agreement" in section 2 of the *Canada–Honduras Economic Growth and Prosperity Act*; and
- (b) "Honduras Tariff" means the rates of customs duty referred to in section 49.6 of the *Customs Tariff*.
- (3) Subsection 2(5) of the Act is amended by the adding, in alphabetical order, a reference to "Honduras" in the list of countries.
- 32. The Act is amended by adding the following after section 19.018:

Definition of "principal cause" **19.019** (1) In this section, "principal cause" means, in respect of a serious injury or threat of a serious injury, an important cause that is no less important than any other cause of the serious injury or threat.

Emergency measures — Honduras (2) The Tribunal shall inquire into and report to the Governor in Council on the question whether goods that are entitled to the benefit of the Honduras Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the domestic production of like or directly competitive goods, and under such conditions as to constitute a principal cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods, if the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, refers the question to it for inquiry and report.

Terms of reference

(3) The Tribunal shall conduct an inquiry under subsection (2) and prepare its report in accordance with the terms of reference established by the Governor in Council or the Minister, as the case may be.

Tabling of report

(4) The Minister shall cause a copy of each report submitted to the Governor in Council or the Minister to be laid before each House of

- (2) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4.3), de ce qui suit:
 - (4.4) Dans la présente loi:

Terminologie

- a) « ALÉCH » s'entend de l'Accord au sens de l'article 2 de la *Loi sur la croissance* économique et la prospérité Canada-Honduras;
- b) « tarif du Honduras » s'entend des taux de droits de douane visés à l'article 49.6 du *Tarif des douanes*.
- (3) Le paragraphe 2(5) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de «Honduras» dans la liste des pays.
- 32. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 19.018, de ce qui suit :

19.019 (1) Au présent article, «cause principale» s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage.

Définition de « cause principale »

(2) Le Tribunal, saisi par le gouverneur en conseil sur recommandation du ministre, enquête et fait rapport au gouverneur en conseil sur la question de savoir si des marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif du Honduras, importées en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport à la production nationale de marchandises similaires ou directement concurrentes, et dans des conditions telles que leur importation constitue une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage.

Mesures d'urgence : Honduras

(3) Le Tribunal mène l'enquête visée au paragraphe (2) et établit le rapport correspondant dans le strict cadre du mandat dont il est en l'occurrence investi par le gouverneur en conseil ou le ministre, selon le cas.

Mandat

(4) Le ministre dépose le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa transmission à son destinataire. Dépôt au Parlement

Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the report is so submitted.

Notice of report

(5) The Tribunal shall cause notice of the submission of a report to be published in the Canada Gazette.

33. The Act is amended by adding the following after section 20.05:

Definition of "principal cause"

20.06 (1) In this section, "principal cause" means, in respect of a serious injury or threat of serious injury, an important cause that is no less important than any other cause of the serious injury or threat.

Determination in respect of goods imported from Honduras

(2) Where, in an inquiry conducted pursuant to a reference under section 20 into goods imported from Honduras that are specified by the Governor in Council or in an inquiry conducted pursuant to a complaint under subsection 23(1) into goods so imported that are specified by the Tribunal, the Tribunal finds that the specified imported goods and goods of the same kind imported from other countries are being imported in such increased quantities and under such conditions as to be a principal cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods, the Tribunal shall determine whether the specified imported goods are a principal cause of the serious injury or threat of serious injury.

Determinations

(3) In the case of an inquiry to which subsection (2) applies, the Tribunal shall include in its report any determinations made under that subsection.

Inquiry under section 30.07

(4) In an inquiry under section 30.07 into goods imported from Honduras conducted pursuant to an extension request, the Tribunal shall determine whether the goods imported from Honduras are a principal cause of the serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods.

2012, c. 18, s. 18

34. Section 21.1 of the Act is replaced by the following:

(5) Le Tribunal fait publier dans la Gazette du Canada un avis de transmission du rapport.

Avis

33. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 20.05, de ce qui suit :

20.06 (1) Au présent article, « cause principale» s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage.

(2) Lorsque, dans le cadre d'une enquête

menée en vertu de l'article 20 relativement à des

Définition de principale »

13

marchandises importées du Honduras et précisées par le gouverneur en conseil, ou d'une enquête découlant d'une plainte visée au paragraphe 23(1) relativement à de telles marchandises précisées par lui, le Tribunal conclut que les marchandises en question et les marchandises du même genre importées d'autres pays le sont en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue une cause principale du

dommage grave porté aux producteurs natio-

naux de marchandises similaires ou directement

concurrentes, ou de la menace d'un tel dom-

mage, il doit décider si la quantité des

marchandises importées et précisées constitue une cause principale du dommage grave ou de

la menace d'un tel dommage.

Inclusion des marchandises originaires du Honduras

(3) Dans le cadre d'une enquête visée au paragraphe (2), le Tribunal inclut dans son rapport les décisions auxquelles il parvient en vertu de ce paragraphe.

Mention des décisions

Enquête menée

en vertu de

1'article 30.07

(4) Lorsqu'une enquête est menée en vertu de l'article 30.07 relativement à des marchandises importées du Honduras, le Tribunal doit décider si ces marchandises constituent une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage.

34. L'article 21.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

2012, ch. 18, art. 18

Dépôt: tarif du

Honduras

« plainte »

Definition of "complaint"

14

21.1 In sections 23 to 30, "complaint" means a written complaint filed with the Tribunal under any of subsections 23(1) to (1.096) and, for the purposes of those sections, a complaint is properly documented if the Tribunal is satisfied that it contains or is accompanied by the information required by section 23.

35. Section 23 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.094):

Filing of complaint-Honduras Tariff

(1.095) Any domestic producer of goods that are like or directly competitive with any goods, other than textile and apparel goods, being imported into Canada and that are entitled to the Honduras Tariff, or any person or association acting on behalf of such a domestic producer, may file a written complaint with the Tribunal alleging that, as a result of that entitlement, the imported goods are being imported in such increased quantities and under such conditions as to alone constitute a cause of serious injury, or threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive goods.

Filing of complainttextile and apparel goods

(1.096) Any domestic producer of any textile and apparel goods that are like or directly competitive with any textile and apparel goods being imported into Canada and that are entitled, either under section 24 of the Customs Tariff or, under section 49.6(8) of the Customs Tariff, to the Honduras Tariff, or any person or association acting on behalf of such a domestic producer, may file a written complaint with the Tribunal alleging that, as a result of that entitlement, the imported goods are being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the domestic market in Canada for the goods, and under such conditions as to cause serious damage, or actual threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive textile or apparel goods.

2009, c. 6, s. 20

36. Paragraph 25(2)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.03), (1.06), (1.08), (1.09), (1.091), (1.092) or (1.096), send to the

21.1 Aux articles 23 à 30, «plainte» s'entend d'une plainte écrite déposée auprès du Tribunal en vertu de l'un des paragraphes 23(1) à (1.096). Le dossier est complet si le Tribunal est convaincu qu'il comprend les renseignements prévus à l'article 23.

35. L'article 23 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.094), de ce qui suit:

(1.095) Lorsqu'il estime que certaines marchandises, à l'exclusion des produits textiles et vêtements, sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif du Honduras, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave — ou de la menace d'un tel dommage—qui lui est ainsi porté, le producteur national de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou toute personne ou association le représentant, peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

(1.096) Lorsqu'il estime que certains produits textiles et vêtements sont, en conséquence du fait qu'ils bénéficient, soit conformément à l'article 24 du Tarif des douanes, soit conformément au paragraphe 49.6(8) de cette loi, du tarif du Honduras, importés en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur de ces produits, et dans des conditions telles que leur importation lui cause un préjudice grave ou menace réellement de lui causer un tel préjudice, le producteur national de produits textiles et de vêtements similaires ou directement concurrents, ou toute personne ou association le représentant, peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

Dépôt: produits

36. Le paragraphe 25(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

2009, ch. 6, art. 20

(2) Dans le cas d'une décision positive, le Tribunal la notifie sans délai au plaignant ainsi qu'aux autres intéressés. S'il s'agit d'une plainte visée aux paragraphes 23(1.03), (1.06), (1.08), (1.09), (1.091), (1.092) ou (1.096), il transmet Dossier complet

ch. 14

Minister a copy of the complaint and the information examined by the Tribunal in making its determination.

37. Paragraph 26(1)(a) of the Act is amended by striking out "or" at the end of subparagraph (i.94) and by adding the following after subparagraph (i.94):

(i.95) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.095), the goods that are entitled to the Honduras Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities and under such conditions that they alone constitute a principal cause of serious injury, or threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive goods,

(i.96) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.096), the textile and apparel goods that are entitled to the Honduras Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the market in Canada for the goods, and under such conditions as to alone cause serious damage, or actual threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive textile and apparel goods, or

38. Subsection 27(1) of the Act is amended by striking out "or" at the end of paragraph (a.94) and by adding the following after paragraph (a.94):

(a.95) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.095), the goods that are entitled to the Honduras Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities and under such conditions that they alone constitute a principal cause of serious injury, or threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive goods;

(a.96) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.096), the textile and apparel goods that are entitled to the Honduras Tariff

au ministre une copie de la plainte, ainsi que les renseignements et documents pertinents à l'appui de celle-ci.

37. L'alinéa 26(1)a) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (i.94), de ce qui suit :

(i.95) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.095), que les marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif du Honduras, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes ou de la menace d'un tel dommage,

(i.96) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.096), que les produits textiles et vêtements sont, en conséquence du fait qu'ils bénéficient du tarif du Honduras, importés en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur de ces produits, et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes ou de la menace réelle d'un tel préjudice;

38. Le paragraphe 27(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa *a.94*), de ce qui suit:

a.95) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.095), que les marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif du Honduras, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage;

are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the market in Canada for the goods, and under such conditions as to cause serious damage, or actual threat thereof, to domestic producers of like or directly competitive textile and apparel goods; or

a.96) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.096), que les produits textiles et vêtements sont, en conséquence du fait qu'ils bénéficient du tarif du Honduras, importés en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur de ces produits, et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du préjudice grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace réelle d'un tel préjudice;

1997, c. 36

CUSTOMS TARIFF

39. Subsection 2(1) of the *Customs Tariff* is amended by adding the following in alphabetical order:

"Canada— Honduras Free Trade Agreement" «Accord de libre-échange Canada-Honduras» "Canada-Honduras Free Trade Agreement" has the same meaning as "Agreement" in section 2 of the *Canada-Honduras Economic Growth* and *Prosperity Act*.

"Honduras" «*Honduras*» "Honduras" means the land, maritime areas, and air space under the sovereignty of the Republic of Honduras and the exclusive economic zone and the continental shelf within which it exercises sovereign rights and jurisdiction in accordance with its domestic law and international law.

40. Subparagraph 14(2)(c)(xii) of the Act is replaced by the following:

- (xii) subsection 72(2),
- (xiii) subsection 73(1),
- (xiv) subsection 5(3), (3.2) or (4.1) of the *Export and Import Permits Act*.
- 41. Paragraph 24(1)(b) of the Act is amended by adding the following after subparagraph (ix):
 - (x) subsection 49.6(8).
- 42. Section 27 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

TARIF DES DOUANES

1997, ch. 36

39. Le paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit:

« Accord de libre-échange Canada-Honduras » S'entend de l'Accord au sens de l'article 2 de la Loi sur la croissance économique et la prospérité — Canada-Honduras.

« Accord de libre-échange Canada-Honduras » "Canada-Honduras Free Trade Agreement"

«Honduras» Le territoire terrestre, les zones maritimes et l'espace aérien sur lesquels la République du Honduras exerce sa souveraineté, la zone économique exclusive et le plateau continental sur lesquels la République du Honduras exerce des droits souverains et sa

au droit international.

40. Le sous-alinéa 14(2)c)(xii) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

compétence conformément à son droit interne et

- (xii) le paragraphe 72(2),
- (xiii) le paragraphe 73(1),
- (xiv) les paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*.
- 41. L'alinéa 24(1)b) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (ix), de ce qui suit:
 - (x) le paragraphe 49.6(8).
- 42. L'article 27 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« Honduras » "Honduras" "HNT" «*THN*» "HNT" refers to the Honduras Tariff.

«THN» Tarif du Honduras.

« THN » "*HNT*"

43. The Act is amended by adding the following after section 49.5:

Honduras Tariff

Application of HNT

49.6 (1) Subject to section 24, goods that originate in Honduras are entitled to the Honduras Tariff rates of customs duty.

"A" final rate for HNT (2) If "A" is set out in the column entitled "Preferential Tariff" in the List of Tariff Provisions following the abbreviation "HNT" in relation to goods entitled to the Honduras Tariff, the Honduras Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the final rate of "Free".

"F" staging for HNT (3) If "F" is set out in the column entitled "Preferential Tariff" in the List of Tariff Provisions following the abbreviation "HNT" in relation to goods entitled to the Honduras Tariff, the Honduras Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the initial rate, reduced as provided in the "F" Staging List.

Staging for HNT

- (4) If "U1" or "U2" is set out in the column entitled "Preferential Tariff" in the List of Tariff Provisions following the abbreviation "HNT" in relation to goods entitled to the Honduras Tariff, the Honduras Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the initial rate, reduced
 - (a) if "U1" is set out,
 - (i) effective on the coming into force of this subsection, to two thirds of the initial rate,
 - (ii) effective on January 1 of the year that is one year after the year of the coming into force of this subsection, to one third of the initial rate, and
 - (iii) effective on January 1 of the year that is two years after the year of the coming into force of this subsection, to the final rate of "Free"; and
 - (b) if "U2" is set out,
 - (i) effective on the coming into force of this subsection, to six sevenths of the initial rate,

43. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 49.5, de ce qui suit :

Tarif du Honduras

49.6 (1) Sous réserve de l'article 24, les marchandises originaires du Honduras bénéficient des taux du tarif du Honduras.

Application du THN

(2) Dans les cas où «A» figure dans la colonne «Tarif de préférence» de la liste des dispositions tarifaires après l'abréviation «THN» pour des marchandises qui bénéficient du tarif du Honduras, le taux final, la franchise en douane, s'applique.

Taux final «A» pour le THN

(3) Dans les cas où «F» figure dans la colonne «Tarif de préférence» de la liste des dispositions tarifaires après l'abréviation «THN» pour des marchandises qui bénéficient du tarif du Honduras, le taux initial s'applique, réduit par étapes selon le tableau des échelonnements.

Échelonnement «F» pour le THN

(4) Dans les cas où «U1» ou «U2» figure dans la colonne «Tarif de préférence» de la liste des dispositions tarifaires après l'abréviation «THN» pour des marchandises qui bénéficient du tarif du Honduras, le taux initial s'applique, réduit par étapes de la façon suivante:

Échelonnement pour le THN

- a) dans le cas de «U1»:
 - (i) à compter de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux deux tiers du taux initial,
 - (ii) à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, au tiers du taux initial,
 - (iii) à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, au taux final, la franchise en douane;
- b) dans le cas de «U2»:
 - (i) à compter de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux six septièmes du taux initial,

- (ii) effective on January 1 of the year that is one year after the year of the coming into force of this subsection, to five sevenths of the initial rate.
- (iii) effective on January 1 of the year that is two years after the year of the coming into force of this subsection, to four sevenths of the initial rate,
- (iv) effective on January 1 of the year that is three years after the year of the coming into force of this subsection, to three sevenths of the initial rate.
- (v) effective on January 1 of the year that is four years after the year of the coming into force of this subsection, to two sevenths of the initial rate,
- (vi) effective on January 1 of the year that is five years after the year of the coming into force of this subsection, to one seventh of the initial rate, and
- (vii) effective on January 1 of the year that is six years after the year of the coming into force of this subsection, to the final rate of "Free".

Rounding of specific rates

(5) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a specific rate of customs duty that includes a fraction of one tenth of a cent, the rate shall be rounded down to the nearest one tenth of a cent.

Rounding of amounts

(6) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a rate of customs duty that includes a fraction of one per cent other than 0.5, the resulting percentage shall be rounded down to the nearest percentage that divides evenly by 0.5.

Elimination of rates of less than two per cent

(7) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a rate of customs duty that is a percentage of less than two per cent, the rate shall be further reduced to "Free" immediately.

Extension of Honduras Tariff (8) Notwithstanding any other provision of this Act, for the purpose of giving effect to Annex 3.1 of the Canada–Honduras Free Trade Agreement, the Minister may, by order, amend the schedule to extend entitlement to the Honduras Tariff to any imported goods under such conditions as may be specified in the order.

- (ii) à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux cinq septièmes du taux initial,
- (iii) à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux quatre septièmes du taux initial,
- (iv) à compter du 1^{er} janvier de la troisième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux trois septièmes du taux initial,
- (v) à compter du 1^{er} janvier de la quatrième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux deux septièmes du taux initial,
- (vi) à compter du 1^{er} janvier de la cinquième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, au septième du taux initial,
- (vii) à compter du 1^{er} janvier de la sixième année suivant celle de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, au taux final, la franchise en douane.
- (5) Dans le cas où le taux spécifique réduit en application des paragraphes (3) ou (4) comporte une fraction de un dixième de cent, il est arrondi au dixième de cent inférieur.

Arrondissement des taux spécifiques

(6) Dans le cas où le taux réduit en application des paragraphes (3) ou (4) comporte une fraction de un pour cent autre que 0,5, il est arrondi au multiple de 0,5 pour cent inférieur.

Arrondissement: fraction autre que 0,5

(7) Dans le cas où le taux réduit en application des paragraphes (3) ou (4) est inférieur à deux pour cent, la franchise en douane s'applique immédiatement.

Suppression des taux inférieurs à deux pour cent

(8) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, le ministre peut, par arrêté pris pour donner effet à l'annexe 3.1 de l'Accord de libre-échange Canada-Honduras, modifier l'annexe pour accorder, aux conditions qu'il détermine, le bénéfice du tarif du Honduras à des marchandises importées.

Octroi du tarif du Honduras Limits on reduction of duty

(9) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order, specify limits on the aggregate quantity of goods of tariff item Nos. 1701.91.10, 1701.99.10, 1702.90.21, 1702.90.61, 1702.90.70 and 1702.90.81 that are entitled to the Honduras Tariff, and the limits apply during the periods and subject to the conditions that may be specified in the order.

44. The Act is amended by adding the following after section 71.6:

Bilateral Emergency Measures—Honduras

Order by Governor in Council

- **72.** (1) This section does not apply in respect of textile and apparel goods set out in section 1 of Annex 3.1 of the Canada–Honduras Free Trade Agreement.
- (2) Subject to subsections (3) to (7), if at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council, as a result of an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under subsection 19.019(2) of the Canadian International Trade Tribunal Act or further to a complaint filed under subsection 23(1.095) of that Act, that goods that are entitled to the Honduras Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the domestic production of like or directly competitive goods, and under such conditions as to constitute a principal cause of serious injury, or a threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order
 - (a) suspend, during the period that the order is in effect, any reduction of the rate of customs duty with respect to those goods that would otherwise be made after that time by virtue of section 49.6;
 - (b) in respect of goods on which a customs duty is imposed on a seasonal basis, make those goods subject to a temporary duty, in addition to any other duty specified in the Act or any other Act of Parliament relating to customs, at a rate set out in the order, but that rate, when added to the rate of customs duty specified in the Honduras Tariff, may not

(9) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut par décret, pour les périodes et aux conditions qui y sont spécifiées, limiter la quantité globale des marchandises des n°s tarifaires 1701.91.10, 1701.99.10, 1702.90.21, 1702.90.61, 1702.90.70 et 1702.90.81 qui bénéficient du tarif du Honduras.

44. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 71.6, de ce qui suit :

Mesures d'urgence bilatérales : Honduras

- **72.** (1) Le présent article ne s'applique pas aux produits textiles et vêtements figurant à la section 1 de l'annexe 3.1 de l'Accord de libre-échange Canada-Honduras.
- (2) Sous réserve des paragraphes (3) à (7), si, à un moment donné, le gouverneur en conseil est convaincu, sur le fondement d'une enquête menée par le Tribunal canadien du commerce extérieur en vertu du paragraphe 19.019(2) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur ou par suite d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.095) de cette loi, que des marchandises sont, du fait qu'elles bénéficient du tarif du Honduras, importées en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport à la production nationale de marchandises similaires ou directement concurrentes, et dans des conditions telles que leur importation constitue une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage, il peut, sur recommandation du ministre, par décret:
 - a) suspendre, pendant la période de validité du décret, toute réduction du taux qui aurait pu être accordée ultérieurement à l'égard de ces marchandises au titre de l'article 49.6;
 - b) s'agissant de marchandises sur lesquelles est imposé un droit de douane sur une base saisonnière, les assujettir à un droit temporaire, en plus des autres droits prévus par la présente loi ou toute autre loi fédérale en matière douanière, au taux précisé, lequel ne peut toutefois, quand il s'ajoute au taux de

Limitation

Non-application

Décret de mesures temporaires 20

exceed the Most-Favoured-Nation Tariff rate of customs duty that was in effect for the corresponding season immediately before the coming into force of this subsection; and

- (c) in respect of goods other than goods referred to in paragraph (b), make those goods subject to a temporary duty, in addition to any other duty specified in this Act or in any other Act of Parliament relating to customs, at a rate set out in the order, but that rate, when added to the rate of customs duty specified in the Honduras Tariff that is in effect in respect of those goods at that time, may not exceed the lesser of
 - (i) the Most-Favoured-Nation Tariff rate of customs duty that is in effect in respect of those goods at the time the order is made, and
 - (ii) the Most-Favoured-Nation Tariff rate of customs duty that was in effect in respect of those goods immediately before the coming into force of this subsection.

Terms and conditions

- (3) An order under subsection (2)
- (a) may not be made more than twice during the period beginning on the coming into force of this subsection and ending on the date that is eight years after the coming into force of this subsection in respect of goods of a particular kind;
- (b) remains in effect only for the period, not exceeding three years, that is specified in the
- (c) may be made after the date that is eight years after the coming into force of this subsection if the order is based on an agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Honduras relating to the application of subsection (2).

Application of measures a

- (4) A measure referred to in an order made under subsection (2) may be applied a second time if
 - (a) the period of time that has elapsed since the initial application of the measure ended is equal to at least one half the initial period of application;

droits de douane de la liste des dispositions tarifaires en vigueur à leur égard, excéder le taux de droits de douane du tarif de la nation la plus favorisée en vigueur à leur égard la veille de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe;

c) s'agissant de marchandises autres que celles mentionnées à l'alinéa b), assujettir ces marchandises à un droit temporaire, en plus des autres droits prévus par la présente loi ou par toute autre loi fédérale en matière douanière, au taux précisé, lequel ne peut toutefois, quand il s'ajoute au taux de droits de douane de la liste des dispositions tarifaires en vigueur à leur égard, excéder le taux de droits de douane du tarif de la nation la plus favorisée en vigueur à leur égard la veille de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, ou, s'il est inférieur, celui qui l'est à la date de la prise du décret.

(3) Le décret:

Modalités

- a) ne peut être pris plus de deux fois à l'égard des marchandises d'une nature donnée au cours de la période commençant à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant le jour de son huitième anniversaire:
- b) demeure en vigueur pendant la période — d'au plus trois ans — qui y est spécifiée;
- c) peut être pris après le huitième anniversaire de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux termes d'un accord conclu par le gouvernement du Canada et celui de la République du Honduras portant sur l'application du paragraphe (2).
- (4) La mesure visée au paragraphe (2) peut être appliquée une deuxième fois si les conditions suivantes sont réunies:
 - a) la durée qui s'est écoulée depuis l'application initiale de la mesure expirée représente au moins la moitié de la durée initiale d'application;

Application d'une mesure pour la deuxième fois

ch. 14

21

- (b) the rate of duty for the first year of the second action is not greater than the rate that would be in effect in accordance with section 49.6, at the time the first action was imposed; and
- (c) the rate of duty applicable to any subsequent year is reduced in equal steps such that the duty rate in the final year of the action is equivalent to the rate provided for section 49.6 for that year.

Rate of duty when order ceases to have

- (5) If an order made under subsection (2) ceases to have effect in a particular calendar year
 - (a) the rate of customs duty applicable to the goods after the order ceases to have effect and until December 31 of that year is the rate that would otherwise have been applicable one year after the making of the order, as reduced in accordance with section 49.6; and
 - (b) the rate of customs duty applicable to the goods beginning on January 1 of the following year is the rate specified by the Minister under subsection (6).

Specification of applicable rate

- (6) For the purposes of subsection (5), the Minister shall, by order, specify that the rate referred to in paragraph (5)(b) is
 - (a) the rate of customs duty that would have been applicable on January 1 of the year after the year in which the order ceases to have effect, if the rate of customs duty had been reduced in accordance with section 49.6, reduced for subsequent years in accordance with that section; or
 - (b) the rate of customs duty that would have been applicable one year after the making of the order, reduced in equal annual stages beginning on January 1 of the year after the year in which the order ceases to have effect and ending on the day on which the rate of customs duty for the goods would otherwise be reduced to the final rate in accordance with section 49.6.

Definition of "principal cause"

(7) In this section, "principal cause" means, in respect of a serious injury or threat of serious injury, an important cause that is not less important than any other cause of the serious injury or threat.

- b) le taux pour la première année de la seconde mesure ne dépassera pas le taux qui était en vigueur, conformément à l'article 49.6:
- c) le taux applicable au cours de toute année subséquente fera l'objet d'une réduction progressive par tranches égales jusqu'à ce que le taux pour la dernière année de la mesure soit équivalent au taux prévu à l'article 49.6, pour cette année.
- (5) En cas de cessation d'effet du décret :

Taux à la cessation d'effet

- a) le taux applicable aux marchandises est, jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret, réduit en conformité avec l'article 49.6;
- b) à compter du 1er janvier suivant, le taux applicable est celui que le ministre spécifie en vertu du paragraphe (6).
- (6) Pour l'application du paragraphe (5), le ministre spécifie, par arrêté, que le taux visé à l'alinéa (5)b) est:

Taux précisé par arrêté

- a) soit celui qui aurait été applicable le 1^{er} janvier suivant la cessation d'effet du décret s'il avait été réduit en conformité avec l'article 49.6, lequel est réduit en conformité avec cet article pour les années suivantes;
- b) soit celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret et qu'il est, pendant la période commençant le 1^{er} janvier suivant la cessation d'effet du décret et se terminant le jour où le taux aurait été réduit en conformité avec l'article 49.6, réduit par tranches annuelles égales pour atteindre le taux final.
- (7) Au présent article, «cause principale» s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage.

Définition de principale »

Bilateral Emergency Measures for Textile and Apparel Goods Imported from Honduras

Order by Governor in Council

- 73. (1) If it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on the basis of a report of the Minister further to a complaint under subsection 23(1.096) of the Canadian International Trade Tribunal Act or as a result of an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under subparagraph 26(1)(a)(i.96) of that Act, that textile and apparel goods set out in section 1 of Annex 3.1 of the Canada-Honduras Free Trade Agreement and entitled to the Honduras Tariff are being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the domestic market for the goods, and under such conditions as to cause serious damage or an actual threat of serious damage to domestic producers of like or directly competitive goods, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order
 - (a) suspend, during the period that the order is in effect, any reduction of the rate of customs duty in respect of the goods that would otherwise be made after that time by virtue of section 49.6: or
 - (b) make those goods subject to a temporary duty, in addition to any other duty specified in this Act or any other Act of Parliament, at a rate set out in the order, but that rate, when added to the rate of customs duty specified in the Honduras Tariff that is in effect in respect of those goods at that time, may not exceed the lesser of
 - (i) the Most-Favoured-Nation Tariff rate for the goods in effect when the order is made, and
 - (ii) the Most-Favoured-Nation Tariff rate for the goods in effect immediately before the coming into force of this subsection.
- (2) Subject to subsection (3), an order made under subsection (1) remains in effect for a period, not exceeding three years, specified in the order.

Mesures d'urgence bilatérales visant les produits textiles et vêtements importés du Honduras

73. (1) S'il est convaincu, sur le fondement soit d'un rapport du ministre établi par suite d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.096) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, soit d'une enquête menée par le Tribunal canadien du commerce extérieur en vertu du sous-alinéa 26(1)a)(i.96) de cette loi, que des produits textiles et vêtements figurant à la section 1 de l'annexe 3.1 de l'Accord de libre-échange Canada-Honduras et bénéficiant du tarif du Honduras sont importés en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport au marché intérieur pour de telles marchandises, et dans des conditions telles que leur importation cause un préjudice grave ou menace réellement de causer un tel préjudice aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, sur

a) suspendre, pendant la période de validité du décret, toute réduction du taux qui aurait pu être accordée ultérieurement à l'égard de ces marchandises au titre de l'article 49.6:

recommandation du ministre, le gouverneur en

conseil peut, par décret:

- b) assujettir ces marchandises à un droit temporaire, en plus des autres droits prévus par la présente loi ou par toute autre loi fédérale en matière douanière, au taux précisé, lequel ne peut toutefois, quand il s'ajoute au taux de droits de douane de la liste des dispositions tarifaires en vigueur à leur égard, excéder le taux de droits de douane du tarif de la nation la plus favorisée en vigueur à leur égard la veille de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, ou, s'il est inférieur, celui qui l'est à la date de la prise du décret.
- (2) Sous réserve du paragraphe (3), le décret pris en vertu du paragraphe (1) s'applique pendant la période—d'au plus trois ans—qui y est spécifiée.

Décret

Terms and conditions

Application du décret

Duration of

(3) If an order is made under subsection (1) on the basis of a report of the Minister, the order ceases to have effect at the end of the one hundred and eightieth day after the day on which the order is made unless, before the order so ceases to have effect, the Canadian International Trade Tribunal reports to the Governor in Council, on the basis of an inquiry made under subparagraph 26(1)(a)(i.96) of the Canadian International Trade Tribunal Act, that the goods described in the report of the Minister are being imported from the country named in the report under such conditions as to cause or threaten serious damage to domestic producers of like or directly competitive goods.

Extension of order

(4) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order, extend the period of an order made as a result of an inquiry of the Canadian International Trade Tribunal made under subparagraph 26(1)(a)(i.96) of the Canadian International Trade Tribunal Act or an order that remains in effect by virtue of subsection (3) on the basis of a report of that Tribunal, but the total period of the order may not exceed three years.

Rate of duty after order ceases to have effect

- (5) If an order made under subsection (1) ceases to have effect in a particular calendar year.
 - (a) the rate of customs duty applicable to the goods after the order ceases to have effect and until December 31 of that year is the rate that would have been applicable one year after the making of the order, as reduced in accordance with section 49.6; and
 - (b) the rate of customs duty applicable to the goods beginning on January 1 of the following year is the rate specified by the Minister under subsection (6).

Specification of applicable rates

- (6) For the purposes of subsection (5), the Minister shall, by order, specify that the rate referred to in paragraph (5)(b) is
 - (a) the rate of customs duty that would have been applicable on January 1 of the year after the year in which the order ceases to have effect if the rate of customs duty had been

- (3) Le décret pris en vertu du paragraphe (1) sur le fondement d'un rapport du ministre cesse d'avoir effet à l'expiration du cent quatrevingtième jour suivant sa prise; toutefois, il s'applique pendant la période qui y est spécifiée si, avant la date de cessation d'effet, le Tribunal canadien du commerce extérieur fait, par suite d'une enquête menée en vertu du sous-alinéa 26(1)a)(i.96) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, rapport au gouverneur en conseil l'informant que les marchandises faisant l'objet du rapport du ministre sont importées d'un pays que mentionne le rapport, dans des conditions telles qu'elles causent ou menacent de causer un préjudice grave aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes.
- (4) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par décret, proroger la période d'application du décret pris par suite de l'enquête du Tribunal canadien du commerce extérieur en vertu du sous-alinéa 26(1)a)(i.96) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* ou du décret s'appliquant encore au titre du paragraphe (3) par suite du rapport fait par ce tribunal, la période d'application totale du décret ne pouvant toutefois dépasser trois ans.
 - (5) En cas de cessation d'effet du décret :
 - a) le taux applicable aux marchandises est, jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret, réduit en conformité avec l'article 49.6:
 - b) à compter du 1^{er} janvier suivant, le taux applicable est celui que le ministre spécifie en vertu du paragraphe (6).

(6) Pour l'application du paragraphe (5), le

e rate ministre spécifie, par arrêté, que le taux visé à l'alinéa (5)b) est:

Durée d'application du décret

ch. 14

Prorogation du décret

Taux à la cessation d'effet

Taux précisé par arrêté

- reduced in accordance with section 49.6, reduced for subsequent years in accordance with that section; or
- (b) the rate of customs duty that would have been applicable one year after the making of the order, reduced in equal annual stages beginning on January 1 of the year after the year in which the order ceases to have effect and ending on the day on which the rate of customs duty for the goods would otherwise be reduced to the final rate in accordance with section 49.6.

Further orders

- (7) An order under subsection (1) may not be made more than once during the period beginning on the coming into force of this subsection and ending on the date that is five years after the coming into force of this subsection in respect of goods of a particular kind.
- 45. Section 79 of the Act is amended by adding the following after paragraph (k):
 - (l) subsection 72(2);
 - (m) subsection 73(1).
- 46. (1) Paragraph 133(j) of the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to "Honduras" in the list of countries.
- (2) Paragraph 133(j.1) of the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to "Honduras" in the list of countries.
- 47. The List of Countries and Applicable Tariff Treatments set out in the schedule to the Act is amended by adding, in the column "Tariff Treatment / Other", a reference to "HNT" opposite the reference to "Honduras".
- 48. (1) The List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by
 - (a) adding in the column "Preferential Tariff / Initial Rate", above the reference to "GPT", a reference to "HNT:";

- a) soit celui qui aurait été applicable le 1^{er} janvier suivant la cessation d'effet du décret s'il avait été réduit en conformité avec l'article 49.6, lequel est réduit en conformité avec cet article pour les années suivantes;
- b) soit celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret et qu'il est, pendant la période commençant le 1^{er} janvier suivant la cessation d'effet du décret et se terminant le jour où le taux aurait été réduit en conformité avec l'article 49.6, réduit par tranches annuelles égales pour atteindre le taux final.
- (7) Le décret visé au paragraphe (1) ne peut être pris qu'une fois à l'égard de marchandises d'une nature donnée pendant la période commençant à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant le jour de son cinquième anniversaire.

Décrets ultérieurs

- 45. L'article 79 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa k), de ce qui suit:
 - *l*) le paragraphe 72(2);
 - m) le paragraphe 73(1).
- 46. (1) L'alinéa 133j) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de «Honduras» dans la liste des pays.
- (2) L'alinéa 133j.1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de «Honduras» dans la liste des pays.
- 47. La liste des pays et traitements tarifaires qui leur sont accordés de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, dans la colonne « Traitements tarifaires / Autres », de la mention « THN » en regard de « Honduras ».
- 48. (1) La liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée :
 - a) par adjonction, dans la colonne «Tarif de préférence / Taux initial», au-dessus de la mention «TPG», de la mention «THN:»;

- (b) adding in the column "Preferential Tariff / Final Rate", above the reference to "GPT", a reference to "HNT:";
- (c) adding in the column "Preferential Tariff / Initial Rate" a reference to "Free" after the abbreviation "HNT", and adding in the column "Preferential Tariff / Final Rate" a reference to "Free (A)" after the abbreviation "HNT", for all tariff items except those tariff items set out in Schedules 1 and 2 to this Act;
- (d) adding in the columns "Preferential Tariff / Initial Rate" and "Preferential Tariff / Final Rate" a reference to "N/A" after the abbreviation "HNT" for those tariff items set out in Schedule 1 to this Act; and
- (e) adding in the columns "Preferential Tariff / Initial Rate" and "Preferential Tariff / Final Rate" after the abbreviation "HNT", for each tariff item set out in Schedule 2 to this Act, the rates of duty and staging categories set out with respect to that tariff item in that Schedule.
- (2) The Description of Goods of tariff item No. 1701.91.10 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by replacing the reference to "goods entitled to the Peru Tariff has not exceeded the aggregate quantity specified in the order during the period" with a reference to "goods entitled to the Peru Tariff or the Honduras Tariff, as the case may be, has not exceeded the aggregate quantity specified in the applicable order during the period".
- (3) The Description of Goods of tariff item No. 1701.99.10 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by replacing the reference to "goods entitled to the Peru Tariff has not exceeded the aggregate quantity specified in the order during the period" with a reference to "goods entitled to the Peru Tariff or the Honduras

- b) par adjonction dans la colonne «Tarif de préférence / Taux final », au-dessus de la mention «TPG», de la mention «THN:»;
- c) par adjonction, dans la colonne «Tarif de préférence / Taux initial», de la mention «En fr.» après l'abréviation «THN» et par adjonction, dans la colonne «Tarif de préférence / Taux final», de la mention «En fr. (A)» après l'abréviation «THN» en regard de tous les numéros tarifaires à l'exception de ceux figurant aux annexes 1 et 2 de la présente loi;
- d) par adjonction, dans les colonnes « Tarif de préférence / Taux initial » et « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « S/O » après l'abréviation « THN » en regard des numéros tarifaires figurant à l'annexe 1 de la présente loi;
- e) par adjonction, dans les colonnes « Tarif de préférence / Taux initial» et « Tarif de préférence / Taux final» après l'abréviation « THN», en regard des numéros tarifaires figurant à l'annexe 2 de la présente loi, des taux de droits de douane et des catégories d'échelonnements correspondants qui y sont prévus.
- (2) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 1701.91.10 de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée par remplacement de «ces marchandises qui bénéficient du Tarif du Pérou n'ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret durant cette période» par «ces marchandises qui bénéficient, selon le cas, du tarif du Pérou ou du tarif du Honduras n'ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret applicable durant cette période».
- (3) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 1701.99.10 de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée par remplacement de «ces marchandises qui bénéficient du Tarif du Pérou n'ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret durant cette période» par «ces marchandises qui bénéficient, selon le cas, du tarif du Pérou ou du tarif du

26

Tariff, as the case may be, has not exceeded the aggregate quantity specified in the applicable order during the period".

- (4) The Description of Goods of tariff item No. 1702.90.21 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by replacing the reference to "goods entitled to the Peru Tariff has not exceeded the aggregate quantity specified in the order during the period" with a reference to "goods entitled to the Peru Tariff or the Honduras Tariff, as the case may be, has not exceeded the aggregate quantity specified in the applicable order during the period".
- (5) The Description of Goods of tariff item No. 1702.90.61 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by replacing the reference to "goods entitled to the Peru Tariff has not exceeded the aggregate quantity specified in the order during the period" with a reference to "goods entitled to the Peru Tariff or the Honduras Tariff, as the case may be, has not exceeded the aggregate quantity specified in the applicable order during the period".
- (6) The Description of Goods of tariff item No. 1702.90.70 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by replacing the reference to "goods entitled to the Peru Tariff has not exceeded the aggregate quantity specified in the order during the period" with a reference to "goods entitled to the Peru Tariff or the Honduras Tariff, as the case may be, has not exceeded the aggregate quantity specified in the applicable order during the period".
- (7) The Description of Goods of tariff item No. 1702.90.81 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by replacing the reference to "goods entitled to the Peru Tariff has not exceeded the aggregate quantity specified in the order during the period" with a reference to "goods entitled to the Peru Tariff or the Honduras

Honduras n'ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret applicable durant cette période».

- (4) La Dénomination des marchandises du nº tarifaire 1702.90.21 de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée par remplacement de «ces marchandises qui bénéficient du Tarif du Pérou n'ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret durant cette période» par « ces marchandises qui bénéficient, selon le cas, du tarif du Pérou ou du tarif du Honduras n'ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret applicable durant cette période».
- (5) La Dénomination des marchandises du nº tarifaire 1702.90.61 de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée par remplacement de «ces marchandises qui bénéficient du Tarif du Pérou n'ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret durant cette période» par « ces marchandises qui bénéficient, selon le cas, du tarif du Pérou ou du tarif du Honduras n'ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret applicable durant cette période».
- (6) La Dénomination des marchandises du nº tarifaire 1702.90.70 de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée par remplacement de «ces marchandises qui bénéficient du Tarif du Pérou n'ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret durant cette période» par « ces marchandises qui bénéficient, selon le cas, du tarif du Pérou ou du tarif du Honduras n'ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret applicable durant cette période».
- (7) La Dénomination des marchandises du nº tarifaire 1702.90.81 de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée par remplacement de «ces marchandises qui bénéficient du Tarif du Pérou n'ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret durant cette période» par « ces marchandises qui bénéficient, selon le cas, du tarif du Pérou ou du tarif du

Tariff, as the case may be, has not exceeded the aggregate quantity specified in the applicable order during the period".

- (8) The Description of Goods of tariff item No. 9971.00.00 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to "Honduras" in the list of countries.
- (9) The Description of Goods of tariff item No. 9990.00.00 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to "Honduras" in the list of countries.
- (10) The Description of Goods of tariff item No. 9992.00.00 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to "Honduras" in the list of countries.

2005, c. 34 DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES AND SKILLS DEVELOPMENT ACT

2009, c. 16, s. 50

49. Subsection 19.1(1) of the Department of
Human Resources and Skills Development Act
is replaced by the following:

Crediting to Labour Cooperation Treaties Account

- 19.1 (1) All moneys received by Her Majesty as a result of a monetary assessment by a panel determination under any treaty respecting labour cooperation referred to in the schedule shall be paid into the Consolidated Revenue Fund and, if required under the treaty, credited to a special account in the accounts of Canada to be known as the Labour Cooperation Treaties Account.
- 50. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

The Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Honduras, done at Ottawa on November 5, 2013, as amended from time to time in accordance with Article 22 of that Agreement.

Honduras n'ait pas excédé la quantité totale précisée dans le décret applicable durant cette période ».

- (8) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9971.00.00 de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de «Honduras» dans la liste des pays.
- (9) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9990.00.00 de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de «Honduras» dans la liste des pays.
- (10) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9992.00.00 de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de «Honduras» dans la liste des pays.

LOI SUR LE MINISTÈRE DES RESSOURCES HUMAINES ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

2005, ch. 34

49. Le paragraphe 19.1(1) de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences* est remplacé par ce qui suit :

2009, ch. 16, art. 50

19.1 (1) Les sommes reçues par Sa Majesté à titre de compensations monétaires versées par suite de la décision d'un groupe spécial rendue en vertu d'un traité sur le travail mentionné à l'annexe sont versées au Trésor et portées, lorsque le traité l'exige, au crédit du compte spécial intitulé « compte sur les traités sur le travail », ouvert parmi les comptes du Canada.

50. L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

L'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République du Honduras, fait à Ottawa le 5 novembre 2013, avec ses modifications éventuelles apportées en conformité avec son article 22.

Crédits compte sur les traités sur le travail

PART 3

COORDINATING AMENDMENTS AND COMING INTO FORCE

COORDINATING AMENDMENTS

Bill C-4

- 51. (1) Subsections (2) and (3) apply if Bill C-4, introduced in the 2nd session of the 41st Parliament and entitled the *Economic Action Plan 2013 Act, No. 2* (in this section referred to as "other Act"), receives royal assent.
- (2) If section 205 of the other Act comes into force before section 49 of this Act, then that section 49 and the heading before it are replaced by the following:

DEPARTMENT OF EMPLOYMENT AND SOCIAL DEVELOPMENT ACT

49. Subsection 19.1(1) of the *Department of Employment and Social Development Act* is replaced by the following:

Crediting to Labour Cooperation Treaties Account

- 19.1 (1) All moneys received by Her Majesty as a result of a monetary assessment by a panel determination under any treaty respecting labour cooperation referred to in the schedule shall be paid into the Consolidated Revenue Fund and, if required under the treaty, credited to a special account in the accounts of Canada to be known as the Labour Cooperation Treaties Account.
- (3) If section 205 of the other Act and section 49 of this Act come into force on the same day, then that section 49 is deemed to have come into force before that section 205.

SOR/2013-163

- 52. (1) In this section, "Order" means the Order Amending the Schedule to the Customs Tariff (Raw Cane Sugar), SOR/2013-163.
- (2) If subsection 48(1) of this Act comes into force before section 2 of the Order, then, on the day on which that section 2 comes into force, the tariff provision that is added by that section 2 to the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the *Customs Tariff* is amended by

PARTIE 3

DISPOSITIONS DE COORDINATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

DISPOSITIONS DE COORDINATION

51. (1) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent en cas de sanction du projet de loi C-4, déposé au cours de la 2^e session de la 41^e législature et intitulé *Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2013* (appelé « autre loi » au présent article).

Projet de loi C-4

(2) Si l'article 205 de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 49 de la présente loi, cet article 49 et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit:

LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

- 49. Le paragraphe 19.1(1) de la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social* est remplacé par ce qui suit:
- 19.1 (1) Les sommes reçues par Sa Majesté à titre de compensations monétaires versées par suite de la décision d'un groupe spécial rendue en vertu d'un traité sur le travail mentionné à l'annexe sont versées au Trésor et portées, lorsque le traité l'exige, au crédit du compte spécial intitulé « compte sur les traités sur le travail », ouvert parmi les comptes du Canada.

Crédits—
compte sur les
traités sur le
travail

- (3) Si l'entrée en vigueur de l'article 205 de l'autre loi et celle de l'article 49 de la présente loi sont concomitantes, cet article 49 est réputé être entré en vigueur avant cet article 205.
- 52. (1) Au présent article, « décret » s'entend du *Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes (sucres de canne bruts)*, DORS/2013-163.
- (2) Si le paragraphe 48(1) de la présente loi entre en vigueur avant l'article 2 du décret, à la date d'entrée en vigueur de cet article 2, la disposition tarifaire ajoutée à l'annexe du *Tarif des douanes* par cet article 2 est modifiée:

DORS/2013-163

- (a) adding in the column "Preferential Tariff / Initial Rate", above the reference to "GPT", a reference to "HNT:";
- (b) adding in the column "Preferential Tariff / Final Rate", above the reference to "GPT", a reference to "HNT:"; and
- (c) adding in the column "Preferential Tariff / Initial Rate" a reference to "Free" after the abbreviation "HNT", and adding in the column "Preferential Tariff / Final Rate" a reference to "Free (A)" after the abbreviation "HNT".
- (3) If section 2 of the Order comes into force on the same day as subsection 48(1) of this Act, then that section 2 is deemed to have come into force before that subsection 48(1).

COMING INTO FORCE

Order in council

53. This Act, other than sections 51 and 52, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

- a) par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux initial », au-dessus de la mention « TPG », de la mention « THN : »;
- b) par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », au-dessus de la mention « TPG », de la mention « THN : »;
- c) par adjonction, dans la colonne «Tarif de préférence / Taux initial », de la mention «En fr.» après l'abréviation «THN» et par adjonction, dans la colonne «Tarif de préférence / Taux final », de la mention «En fr. (A)» après l'abréviation «THN».
- (3) Si l'entrée en vigueur de l'article 2 du décret et celle du paragraphe 48(1) de la présente loi sont concomitantes, cet article 2 est réputé être entré en vigueur avant ce paragraphe 48(1).

Entrée en vigueur

53. La présente loi, à l'exception des articles 51 et 52, entre en vigueur à la date fixée par décret.

Décret

SCHEDULE 1 (Paragraphs 48(1)(c) and (d))

0105.11.21	0402.21.11	0406.90.91	1702.90.17
0105.11.22	0402.21.12	0406.90.92	1702.90.18
0105.94.91	0402.21.21	0406.90.93	1702.90.29
0105.94.92	0402.21.22	0406.90.94	1702.90.69
0105.99.11	0402.29.11	0406.90.95	1702.90.89
0105.99.12	0402.29.12	0406.90.96	1806.20.22
0207.11.91	0402.29.21	0406.90.98	1806.90.12
0207.11.92	0402.29.22	0406.90.99	1901.20.12
0207.12.91	0402.91.10	0407.11.11	1901.20.22
0207.12.92	0402.91.20	0407.11.12	1901.90.32
0207.13.91	0402.99.10	0407.11.91	1901.90.34
0207.13.92	0402.99.20	0407.11.92	1901.90.52
0207.13.93	0403.10.10	0407.21.10	1901.90.54
0207.14.22	0403.10.20	0407.21.20	2105.00.91
0207.14.91	0403.90.11	0407.90.11	2105.00.92
0207.14.92	0403.90.12	0407.90.12	2106.90.32
0207.14.93	0403.90.91	0408.11.10	2106.90.34
0207.24.11	0403.90.92	0408.11.20	2106.90.52
0207.24.12	0404.10.21	0408.19.10	2106.90.94
0207.24.91	0404.10.22	0408.19.20	2202.90.43
0207.24.92	0404.90.10	0408.91.10	2309.90.32
0207.25.11	0404.90.20	0408.91.20	3502.11.10
0207.25.12	0405.10.10	0408.99.10	3502.11.20
0207.25.91	0405.10.20	0408.99.20	3502.19.10
0207.25.92	0405.20.10	1517.90.22	3502.19.20
0207.26.10	0405.20.20	1517.90.91	3504.00.12
0207.26.20	0405.90.10	1601.00.21	3504.00.90
0207.26.30	0405.90.20	1601.00.22	9801.20.00
0207.27.12	0406.10.10	1601.00.31	9826.10.00
0207.27.91	0406.10.20	1601.00.32	9826.20.00
0207.27.92	0406.20.11	1602.20.22	9826.30.00
0207.27.93	0406.20.12	1602.20.32	9826.40.00
0209.90.10	0406.20.91	1602.31.12	9897.00.00
0209.90.20	0406.20.92	1602.31.13	9898.00.00
0209.90.30	0406.30.10	1602.31.14	9899.00.00
0209.90.40	0406.30.20	1602.31.93	9904.00.00
0210.99.11	0406.40.10	1602.31.94	9938.00.00
0210.99.12	0406.40.20	1602.31.95	9987.00.00
0210.99.13	0406.90.12	1602.32.12	
0210.99.14	0406.90.21	1602.32.13	
0210.99.15	0406.90.22	1602.32.14	
0210.99.16	0406.90.31	1602.32.93	
0401.10.10	0406.90.32	1602.32.94	
0401.10.20	0406.90.41	1602.32.95	
0401.20.10	0406.90.42	1701.91.90	
0401.20.20	0406.90.51	1701.99.90	
0401.40.10	0406.90.52	1702.90.11	
0401.40.20	0406.90.62	1702.90.12	
0401.50.10	0406.90.71	1702.90.13	
0401.50.20	0406.90.72	1702.90.14	
0402.10.10	0406.90.81	1702.90.15	
0402.10.20	0406.90.82	1702.90.16	

ANNEXE 1 (alinéas 48(1)c) et d))

0105.11.21	0402.21.11	0406.90.91	1702.90.17
0105.11.22	0402.21.12	0406.90.92	1702.90.18
0105.94.91	0402.21.21	0406.90.93	1702.90.29
0105.94.92	0402.21.22	0406.90.94	1702.90.69
0105.99.11	0402.29.11	0406.90.95	1702.90.89
0105.99.12	0402.29.12	0406.90.96	1806.20.22
0207.11.91	0402.29.21	0406.90.98	1806.90.12
0207.11.92	0402.29.22	0406.90.99	1901.20.12
0207.12.91	0402.91.10	0407.11.11	1901.20.22
0207.12.92	0402.91.20	0407.11.12	1901.90.32
0207.13.91	0402.99.10	0407.11.91	1901.90.34
0207.13.92	0402.99.20	0407.11.92	1901.90.52
0207.13.93	0403.10.10	0407.21.10	1901.90.54
0207.14.22	0403.10.20	0407.21.20	2105.00.91
0207.14.91	0403.90.11	0407.90.11	2105.00.92
0207.14.92	0403.90.12	0407.90.12	2106.90.32
0207.14.93	0403.90.91	0408.11.10	2106.90.34
0207.24.11	0403.90.92	0408.11.20	2106.90.52
0207.24.12	0404.10.21	0408.19.10	2106.90.94
0207.24.91	0404.10.22	0408.19.20	2202.90.43
0207.24.92	0404.90.10	0408.91.10	2309.90.32
0207.25.11	0404.90.20	0408.91.20	3502.11.10
0207.25.12	0405.10.10	0408.99.10	3502.11.20
0207.25.91	0405.10.20	0408.99.20	3502.19.10
0207.25.92	0405.20.10	1517.90.22	3502.19.20
0207.26.10	0405.20.20	1517.90.91	3504.00.12
0207.26.20	0405.90.10	1601.00.21	3504.00.90
0207.26.30	0405.90.20	1601.00.22	9801.20.00
0207.27.12	0406.10.10	1601.00.31	9826.10.00
0207.27.91	0406.10.20	1601.00.32	9826.20.00
0207.27.92	0406.20.11	1602.20.22	9826.30.00
0207.27.93	0406.20.12	1602.20.32	9826.40.00
0209.90.10	0406.20.91	1602.31.12	9897.00.00
0209.90.20	0406.20.92	1602.31.13	9898.00.00
0209.90.30	0406.30.10	1602.31.14	9899.00.00
0209.90.40	0406.30.20	1602.31.93	9904.00.00
0210.99.11	0406.40.10	1602.31.94	9938.00.00
0210.99.12	0406.40.20	1602.31.95	9987.00.00
0210.99.13	0406.90.12	1602.32.12	
0210.99.14	0406.90.21	1602.32.13	
0210.99.15	0406.90.22	1602.32.14	
0210.99.16	0406.90.31	1602.32.93	
0401.10.10	0406.90.32	1602.32.94	
0401.10.20	0406.90.41	1602.32.95	
0401.20.10	0406.90.42	1701.91.90	
0401.20.20	0406.90.51	1701.99.90	
0401.40.10	0406.90.52	1702.90.11	
0401.40.20	0406.90.62	1702.90.12	
0401.50.10	0406.90.71	1702.90.13	
0401.50.20	0406.90.72	1702.90.14	
0402.10.10	0406.90.81	1702.90.15	
0402.10.20	0406.90.82	1702.90.16	

SCHEDULE 2 (Paragraphs 48(1)(c) and (e))

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate
0210.99.19	2.5%	Free (U2)
0701.10.00	\$4.94/tonne	Free (U1)
0701.90.00	\$4.94/tonne	Free (U1)
0702.00.11	1.41¢/kg but not less than 9.5%	Free (U1)
0702.00.19	1.41¢/kg but not less than 9.5%	Free (U1)
0703.10.21	2.12¢/kg but not less than 9.5%	Free (U1)
0703.10.91	2.81¢/kg but not less than 12.5%	Free (U1)
0705.11.11	2.35¢/kg but not less than 12.5% plus 4%	Free (U1)
0705.11.12	2.35¢/kg but not less than 12.5%	Free (U1)
0705.19.11	2.35¢/kg but not less than 12.5% plus 4%	Free (U1)
0705.19.12	2.35¢/kg but not less than 12.5%	Free (U1)
0706.10.11	1.88¢/kg but not less than 4% plus 4%	Free (U1)
0706.10.12	1.88¢/kg but not less than 4%	Free (U1)
0706.10.31	0.94¢/kg plus 4%	Free (U1)
0706.10.32	0.94¢/kg	Free (U1)
0706.90.21	1.88¢/kg but not less than 8.5% plus 4%	Free (U1)
0706.90.22	1.88¢/kg but not less than $8.5%$	Free (U1)
0706.90.51	1.41¢/kg but not less than 6%	Free (U1)
0708.20.10	1.41¢/kg but not less than 6%	Free (U1)
0710.10.00	6%	Free(U1)
0710.29.90	9.5%	Free (U1)
0710.80.40	11%	Free (U1)
0711.40.90	10.5%	Free (U1)
0711.51.00	8%	Free (U1)
0712.20.00	6%	Free (U1)
0712.31.00	6%	Free (U1)
0712.32.90	6%	Free (U1)
0712.33.00	6%	Free (U1)
0712.39.19	6%	Free (U1)
0712.90.20	6%	Free (U1)
0806.10.11	1.41¢/kg	Free (U1)
0806.10.99	6%	Free (U1)
0808.10.90	8.5%	Free (U1)
0808.30.10	2.12¢/kg but not less than 8%	Free (U1)
0808.30.91	2.81¢/kg but not less than 10.5%	Free (U1)
0809.10.91	4.68¢/kg but not less than 10.5%	Free (U1)
0809.21.11	5.64¢/kg but not less than 8%	Free (U1)
0809.21.90	6%	Free (U1)

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate
0809.29.10	5.64¢/kg but not less than 8%	Free (U1)
0809.29.21	5.62¢/kg but not less than 8.5 %	Free (U1)
0809.29.90	6%	Free (U1)
0809.30.21	5.62¢/kg but not less than 10.5%	Free (U1)
0809.30.90	8.5%	Free (U1)
0809.40.21	2.81¢/kg but not less than 10.5%	Free (U1)
0809.40.31	3.75¢/kg but not less than 10.5 %	Free (U1)
0809.40.90	8.5%	Free (U1)
0810.10.10	5.62¢/kg but not less than 8.5%	Free (U1)
0810.10.91	5.62¢/kg but not less than 8.5%	Free (U1)
0811.10.10	5.62¢/kg but not less than 8.5%	Free (U1)
0811.10.90	12.5%	Free (U1)
0811.20.00	6%	Free (U1)
0811.90.10	9.37¢/kg but not less than 12.5%	Free (U1)
0811.90.20	10.5%	Free (U1)
0812.90.20	9.37¢/kg but not less than 14.5%	Free (U1)
0813.30.00	6%	Free (U1)
1517.90.21	7.5%	Free (U2)
1806.20.21	5%	Free (U2)
1806.90.11	5%	Free (U2)
1901.20.13	4%	Free (U1)
1901.20.14	4%	Free (U2)
1901.20.15	11.93¢/kg plus 8.5%	Free (U2)
1901.90.33	6.5%	Free (U2)
1901.90.39	9.5%	Free (U1)
2002.10.00	11.5%	Free (U1)
2002.90.00	11.5%	Free (U1)
2003.90.90	17%	Free (U1)
2004.10.00	6%	Free (U1)
2005.10.00	8%	Free (U1)
2005.20.00	6%	Free (U1)
2005.40.00	8%	Free (U1)
2005.80.00	10.5%	Free (U1)
2005.99.11	14.5%	Free (U1)
2005.99.19	8%	Free (U1)
2007.10.00	6.5%	Free (U1)
2008.40.10	6%	Free (U1)
2008.40.20	9.5%	Free (U1)
2008.40.90	9.5%	Free (U1)
2008.50.10	6%	Free (U1)
2008.50.90	9.5%	Free (U1)

2008.60.10 2008.60.90 2008.70.10 2008.70.90	6% 12.5% 6% 8% 8.5%	Free (U1) Free (U1) Free (U1)
2008.70.10 2008.70.90	6% 8%	Free (U1)
2008.70.90	8%	
		Erro (III)
***************************************	8.5%	Free (U1)
2008.80.00		Free (U1)
2008.99.10	4%	Free (U1)
2008.99.20	4%	Free (U1)
2009.50.00	12.5%	Free (U1)
2009.61.90	9.5%	Free (U1)
2009.69.90	9.5%	Free (U1)
2009.71.10	8.5%	Free (U1)
2009.71.90	4%	Free (U1)
2009.79.19	8.5%	Free (U1)
2009.79.90	4%	Free (U1)
2102.10.10	8%	Free (U1)
2102.10.20	6%	Free (U1)
2103.10.00	9.5%	Free (U1)
2105.00.10	9.5%	Free (U1)
2106.90.21	6%	Free (U1)
2106.90.29	6%	Free (U1)
2106.90.31	5%	Free (U2)
2106.90.33	5%	Free (U2)
2106.90.51	6.68¢/kg	Free (U2)
2106.90.91	10.5%	Free (U1)
2106.90.92	10.5%	Free (U1)
2106.90.93	7%	Free (U1)
2202.90.42	7.5%	Free (U2)
2309.90.31	2%	Free (U2)
3923.21.90	6.5%	Free (U1)
3923.29.90	6.5%	Free (U1)
3924.10.00	6.5%	Free (U1)
3924.90.00	6.5%	Free (U1)
3926.10.00	6.5%	Free (U1)
3926.20.93	6.5%	Free (U1)
3926.20.99	6.5%	Free (U1)
3926.90.99	6.5%	Free (U1)
6401.10.11	20%	Free (U1)
6401.10.19	20%	Free (U1)
6401.10.20	20%	Free (U1)
6401.92.11	20%	Free (U1)
6401.92.12	20%	Free (U1)

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate
6401.92.30	20%	Free (U1)
6401.92.91	20%	Free (U1)
6401.99.11	20%	Free (U1)
6401.99.19	20%	Free (U1)
6401.99.20	20%	Free (U1)
6402.19.10	17.5%	Free (U1)
5402.19.90	17.5%	Free (U1)
5402.20.11	16%	Free (U1)
5402.20.19	16%	Free (U1)
5402.20.20	18%	Free (U1)
5402.91.10	17.5%	Free (U1)
5402.91.90	17.5%	Free (U1)
5402.99.10	17.5%	Free (U1)
6402.99.90	17.5%	Free (U1)
5403.19.20	18%	Free (U1)
5403.19.90	18%	Free (U1)
6403.20.00	18%	Free (U1)
5403.40.00	18%	Free (U1)
5403.51.00	18%	Free (U1)
5403.59.20	11%	Free (U1)
5403.59.90	18%	Free (U1)
403.91.00	18%	Free (U1)
5403.99.30	11%	Free (U1)
5403.99.90	18%	Free (U1)
5404.11.11	16%	Free (U1)
5404.11.19	16%	Free (U1)
5404.11.91	18%	Free (U1)
5404.11.99	18%	Free (U1)
6404.19.20	7.5%	Free (U1)
6404.19.30	16%	Free (U1)
5404.19.90	18%	Free (U1)
5404.20.90	18%	Free (U1)
5405.10.90	18%	Free (U1)
5405.20.20	18%	Free (U1)
5405.20.90	18%	Free (U1)
5405.90.00	18%	Free (U1)
5406.10.91	8%	Free (U1)
6406.90.30	10%	Free (U1)
6406.90.90	5%	Free (U1)
8536.61.00	2.5%	Free (U1)
9404.90.10	14%	Free (U1)
9404.90.90	14%	Free (U1)

ANNEXE 2 (alinéas 48(1)c) et e))

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux fina
0210.99.19	2,5 %	En fr. (U2
0701.10.00	4,94 \$/tonne métrique	En fr. (U1
0701.90.00	4,94 \$/tonne métrique	En fr. (U1
0702.00.11	1,41 ¢/kg mais pas moins de 9,5 %	En fr. (U1
0702.00.19	1,41 ¢/kg mais pas moins de 9,5 %	En fr. (U1
0703.10.21	2,12 ¢/kg mais pas moins de 9,5 %	En fr. (U1
0703.10.91	2,81 ¢/kg mais pas moins de 12,5 %	En fr. (U1
0705.11.11	2,35 ¢/kg mais pas moins de 12,5 % plus 4 %	En fr. (U1
0705.11.12	2,35 ¢/kg mais pas moins de 12,5 %	En fr. (U1
0705.19.11	2,35 ¢/kg mais pas moins de 12,5 % plus 4 %	En fr. (U1
0705.19.12	2,35 ¢/kg mais pas moins de 12,5 %	En fr. (U1
0706.10.11	1,88 ¢/kg mais pas moins de 4 % plus 4 %	En fr. (U1
0706.10.12	1,88 ¢/kg mais pas moins de 4 %	En fr. (U1
0706.10.31	0,94¢/kg plus 4%	En fr. (U1
0706.10.32	0,94 ¢/kg	En fr. (U1
0706.90.21	1,88 ¢/kg mais pas moins de $8,5 %$ plus $4 %$	En fr. (U1
0706.90.22	1,88 ¢/kg mais pas moins de $8,5 %$	En fr. (U1
0706.90.51	1,41 ¢/kg mais pas moins de 6 %	En fr. (U1
0708.20.10	1,41 ¢/kg mais pas moins de 6 %	En fr. (U1
0710.10.00	6 %	En fr. (U1
0710.29.90	9,5 %	En fr. (U1
0710.80.40	11 %	En fr. (U1
0711.40.90	10,5 %	En fr. (U1
0711.51.00	8 %	En fr. (U1
0712.20.00	6 %	En fr. (U1
0712.31.00	6%	En fr. (U1
0712.32.90	6%	En fr. (U1
0712.33.00	6%	En fr. (U1
0712.39.19	6%	En fr. (U1
0712.90.20	6%	En fr. (U1
0806.10.11	1,41 ¢/kg	En fr. (U1
0806.10.99	6%	En fr. (U1
0808.10.90	8,5 %	En fr. (U1
0808.30.10	2,12 ¢/kg mais pas moins de 8 %	En fr. (U1
0808.30.91	2,81 ¢/kg mais pas moins de 10,5 %	En fr. (U1
0809.10.91	4,68 ¢/kg mais pas moins de 10,5 %	En fr. (U1
0809.21.11	5,64 ¢/kg mais pas moins de 8 %	En fr. (U1
0809.21.90	6%	En fr. (U1

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
0809.29.10	5,64 ¢/kg mais pas moins de 8 %	En fr. (U1)
0809.29.21	5,62 ¢/kg mais pas moins de 8,5 %	En fr. (U1)
0809.29.90	6%	En fr. (U1)
0809.30.21	5,62 ¢/kg mais pas moins de 10,5 %	En fr. (U1)
0809.30.90	8,5 %	En fr. (U1)
0809.40.21	2,81 ¢/kg mais pas moins de 10,5 %	En fr. (U1)
0809.40.31	3,75 ¢/kg mais pas moins de 10,5 %	En fr. (U1)
0809.40.90	8,5 %	En fr. (U1)
0810.10.10	5,62 ¢/kg mais pas moins de 8,5 %	En fr. (U1)
0810.10.91	5,62 ¢/kg mais pas moins de 8,5 %	En fr. (U1)
0811.10.10	5,62 ¢/kg mais pas moins de 8,5 %	En fr. (U1)
0811.10.90	12,5 %	En fr. (U1)
0811.20.00	6 %	En fr. (U1)
0811.90.10	9,37 ¢/kg mais pas moins de 12,5 %	En fr. (U1)
0811.90.20	10,5 %	En fr. (U1)
0812.90.20	9,37 ¢/kg mais pas moins de 14,5 %	En fr. (U1)
0813.30.00	6%	En fr. (U1)
1517.90.21	7,5 %	En fr. (U2)
1806.20.21	5 %	En fr. (U2)
1806.90.11	5 %	En fr. (U2)
1901.20.13	4 %	En fr. (U1)
1901.20.14	4 %	En fr. (U2)
1901.20.15	11,93 ¢/kg plus 8,5 %	En fr. (U2)
1901.90.33	6,5 %	En fr. (U2)
1901.90.39	9,5 %	En fr. (U1)
2002.10.00	11,5 %	En fr. (U1)
2002.90.00	11,5 %	En fr. (U1)
2003.90.90	17%	En fr. (U1)
2004.10.00	6%	En fr. (U1)
2005.10.00	8 %	En fr. (U1)
2005.20.00	6%	En fr. (U1)
2005.40.00	8 %	En fr. (U1)
2005.80.00	10,5 %	En fr. (U1)
2005.99.11	14,5 %	En fr. (U1)
2005.99.19	8 %	En fr. (U1)
2007.10.00	6,5 %	En fr. (U1)
2008.40.10	6%	En fr. (U1)
2008.40.20	9,5 %	En fr. (U1)
2008.40.90	9,5 %	En fr. (U1)
2008.50.10	6%	En fr. (U1)
2008.50.90	9,5 %	En fr. (U1)

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
2008.60.10	6%	En fr. (U1)
2008.60.90	12,5 %	En fr. (U1)
2008.70.10	6%	En fr. (U1)
2008.70.90	8 %	En fr. (U1)
2008.80.00	8,5 %	En fr. (U1)
2008.99.10	4 %	En fr. (U1)
2008.99.20	4 %	En fr. (U1)
2009.50.00	12,5 %	En fr. (U1)
2009.61.90	9,5 %	En fr. (U1)
2009.69.90	9,5 %	En fr. (U1)
2009.71.10	8,5 %	En fr. (U1)
2009.71.90	4 %	En fr. (U1)
2009.79.19	8,5 %	En fr. (U1)
2009.79.90	4 %	En fr. (U1)
2102.10.10	8 %	En fr. (U1)
2102.10.20	6%	En fr. (U1)
2103.10.00	9,5 %	En fr. (U1)
2105.00.10	9,5 %	En fr. (U1)
2106.90.21	6%	En fr. (U1)
2106.90.29	6%	En fr. (U1)
2106.90.31	5 %	En fr. (U2)
2106.90.33	5 %	En fr. (U2)
2106.90.51	6,68 ¢/kg	En fr. (U2)
2106.90.91	10,5 %	En fr. (U1)
2106.90.92	10,5 %	En fr. (U1)
2106.90.93	7 %	En fr. (U1)
2202.90.42	7,5 %	En fr. (U2)
2309.90.31	2 %	En fr. (U2)
3923.21.90	6,5 %	En fr. (U1)
3923.29.90	6,5 %	En fr. (U1)
3924.10.00	6,5 %	En fr. (U1)
3924.90.00	6,5 %	En fr. (U1)
3926.10.00	6,5 %	En fr. (U1)
3926.20.93	6,5 %	En fr. (U1)
3926.20.99	6,5 %	En fr. (U1)
3926.90.99	6,5 %	En fr. (U1)
6401.10.11	20 %	En fr. (U1)
6401.10.19	20 %	En fr. (U1)
6401.10.20	20 %	En fr. (U1)
6401.92.11	20 %	En fr. (U1)
6401.92.12	20 %	En fr. (U1)
	,,	2 (C1)

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
6401.92.30	20 %	En fr. (U1)
6401.92.91	20 %	En fr. (U1)
6401.99.11	20 %	En fr. (U1)
6401.99.19	20 %	En fr. (U1)
6401.99.20	20 %	En fr. (U1)
6402.19.10	17,5 %	En fr. (U1)
6402.19.90	17,5 %	En fr. (U1)
6402.20.11	16 %	En fr. (U1)
6402.20.19	16 %	En fr. (U1)
6402.20.20	18 %	En fr. (U1)
6402.91.10	17,5 %	En fr. (U1)
6402.91.90	17,5 %	En fr. (U1)
6402.99.10	17,5 %	En fr. (U1)
6402.99.90	17,5 %	En fr. (U1)
6403.19.20	18 %	En fr. (U1)
6403.19.90	18 %	En fr. (U1)
6403.20.00	18 %	En fr. (U1)
6403.40.00	18 %	En fr. (U1)
6403.51.00	18 %	En fr. (U1)
6403.59.20	11 %	En fr. (U1)
6403.59.90	18 %	En fr. (U1)
6403.91.00	18 %	En fr. (U1)
6403.99.30	11 %	En fr. (U1)
6403.99.90	18 %	En fr. (U1)
6404.11.11	16%	En fr. (U1)
6404.11.19	16%	En fr. (U1)
6404.11.91	18 %	En fr. (U1)
6404.11.99	18 %	En fr. (U1)
6404.19.20	7,5 %	En fr. (U1)
6404.19.30	16%	En fr. (U1)
6404.19.90	18 %	En fr. (U1)
6404.20.90	18 %	En fr. (U1)
6405.10.90	18 %	En fr. (U1)
6405.20.20	18 %	En fr. (U1)
6405.20.90	18 %	En fr. (U1)
6405.90.00	18 %	En fr. (U1)
6406.10.91	8 %	En fr. (U1)
6406.90.30	10 %	En fr. (U1)
6406.90.90	5 %	En fr. (U1)
8536.61.00	2,5 %	En fr. (U1)
9404.90.10	14%	En fr. (U1)
9404.90.90	14 %	En fr. (U1)

